



HAL
open science

ARCHÄOLOGISCHE PLÜNDERUNGEN IN FRANKREICH und der illegale Einsatz von Metalldetektoren

Jean-David Desforges, Jean-Jacques Grizeaud

► **To cite this version:**

Jean-David Desforges, Jean-Jacques Grizeaud. ARCHÄOLOGISCHE PLÜNDERUNGEN IN FRANKREICH und der illegale Einsatz von Metalldetektoren. RAUBGRABER GRABRAUBER IM LANDESMUSEUM NATUR UND MENSCH, pp.111-127, 2013, 978-3-943904-36-09. hal-04355100

HAL Id: hal-04355100

<https://hal.science/hal-04355100>

Submitted on 20 Dec 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

LE PILLAGE ARCHÉOLOGIQUE EN FRANCE

Et l'utilisation illégale du détecteur de métaux

*Jean-David Desforges * et Jean-Jacques Grizeaud ***

- Président de l'happah, archéologue SPVL, CRAHAM centre Michel de Bouärd UMR 6273 CNRS-UCBN
- ** Membre d'honneur happah, archéologue Chargé d'études INRAP, chercheur TRACES-Toulouse, UMR.5608.

Introduction

Voici vingt ans, la France se dotait en complément de la loi Carcopino d'articles visant spécifiquement l'utilisation et la commercialisation de détecteurs de métaux. Rendue impérative pour la préservation et l'étude à court et long termes du patrimoine archéologique, la loi 89-900 marque un point de saturation face à une pratique décrite par plusieurs acceptions : la prospection, la détection de loisir, la chasse aux trésors.

Si la France a anticipé à l'époque la recommandation 921 du Conseil de l'Europe et les points des Conventions internationales sur le trafic et la préservation des biens culturels, dont les mobiliers archéologiques, le bilan paraît aujourd'hui décevant. En effet, il faut compter avec le lobbying de la détection qui comprend des commerçants, des utilisateurs, des associations et quelques rares chercheurs dans des domaines qu'il convient de définir comme des micro-disciplines de l'archéologie. Le fond de commerce de cette activité est un simulacre d'archéologie et une passion biaisée pour l'histoire, le désir de collectionner avec pour horizon le phantasme d'une fortune soudaine ou d'une reconnaissance individuelle. L'un des arguments forts de ce lobbying est l'exemple britannique, monde idéal de la prospection-détection.

Aussi, face à ce vandalisme, cette pratique présentée comme un loisir, ou une passion, par ses pratiquants, qui, suivant les proportions qu'elle peut prendre, doit être parfois pleinement considérée comme « une archéologie noire », il est impératif de concevoir que la prospection-détection entre en choc frontal avec le Code du Patrimoine et les pratiques scientifiques historiquement en vigueur. Notre article a donc au moins deux objectifs : dévoiler et dresser un bilan sur la question de la détection-prospection en proposant au lecteur un état des lieux du problème en France ; faire le tour des solutions possibles au regard de plus de vingt ans de confrontation constante au problème de la détection rapportée par les membres de l'association Halte au Pillage.

Le détecteur de métaux est un appareil militaire. Utilisé aux lendemains de la Seconde Guerre mondiale pour le déminage et la recherche de matériel abandonné sur les zones de manoeuvre, il entre dans le civil par le biais de la vente des surplus. C'est d'abord aux Etats-Unis que des particuliers, parmi lesquels de nombreux vétérans, s'équipent avec de très encombrants modèles, à l'électronique rudimentaire, pour satisfaire leurs recherches sur les sites de la guerre de Sécession.

Les premiers détecteurs de métaux utilisant parmi leurs composants des transistors sont fabriqués dans les années 1950-1960. L'évolution de l'appareil suivant les progrès de l'électronique, il s'allège et son autonomie augmente. La production est alors toujours orientée vers l'usage militaire et la sécurité. L'utilisateur peut seulement distinguer les différences entre les métaux ferreux et non ferreux par une baisse du niveau sonore du *buzer*. C'est en 1974 qu'est déposé le brevet pour un discriminateur réglable, permettant de sélectionner le type du métal à détecter.

Depuis les années 1980, parallèlement à l'augmentation des affaires de vandalisme sur des sites archéologiques, le confort et la performance des détecteurs de métaux vont croissant. Le but avoué est d'augmenter le rendement du prospecteur-détecteur ou, autrement dit, du chasseur de trésors. Des systèmes permettent désormais de rejeter le fer et les rebus en alliage contemporain. Par conséquent, il est plus simple de cibler les mobiliers métalliques archéologiques à des profondeurs supérieures à une quinzaine de centimètres.

Désormais, en complément du détecteur de métaux basique, il est possible d'utiliser des détecteurs à induction pulsée permettant d'atteindre des profondeurs de 1 m, comme le radar de sol permettant de

repérer des masses métalliques à de très grandes profondeurs. Ces appareils eux aussi d'abord destinés aux services de déminage, sont dévoyés vers le pillage archéologique.

L'utilisation des détecteurs de métaux a-t-elle un cadre réglementaire ?

Les textes internationaux

Ancien, sans valeur juridique et référence favorite du lobbying de la prospection-détection, La recommandation 921 du Conseil de l'Europe de 1981 de la Commission de la Culture et de l'Education¹, dresse un premier état des lieux du problème de l'utilisation du détecteur de métaux alors que cette pratique se diffuse en Europe au cours de la décennie 1970. En France, la loi Carcopino est alors déjà largement suffisante pour classer la prospection-détection comme un délit, assimilant la prospection à une recherche et le creusement à une fouille clandestine. La situation législative des Etats voisins, insuffisante pour garantir la préservation de leur patrimoine archéologique, nécessite cependant une réflexion en prenant la prospection-détection comme un acte spécifique dont il est déjà, à cette date, impératif « d'endiguer le développement. »

Certaines des recommandations de la Commission sont reprises dans le Code du Patrimoine français tel le point concernant la publicité². L'attribution d'un permis a été mise en application en Irlande et au Portugal. En France, le projet de permis a été massivement rejeté par le lobbying de la détection. Cependant, l'utilisation du détecteur est soumise à une autorisation préfectorale délivrée par le service compétent en matière d'archéologie sur des critères scientifiques. Quant au dernier point, l'archéologie est définie en France en tant que mission de service public. Elle ne peut donc se satisfaire d'acteurs hors du circuit d'acquisition légal des données archéologiques. Ratifiée en 1992, la Convention de Malte, prend en compte l'évolution de l'archéologie et les nouvelles menaces pesant sur le patrimoine archéologique.

« [...] sont considérés comme éléments du patrimoine archéologique tous les vestiges, biens et autres traces de l'existence de l'humanité dans le passé. »

« Sont inclus dans le patrimoine archéologique les structures, constructions, ensembles architecturaux, sites aménagés, témoins mobiliers, monuments d'autre nature, ainsi que leur contexte, qu'ils soient situés sur le sol ou dans les eaux. »

Elle établit clairement dans son premier article une distinction entre les pratiques anciennes et une nouvelle conception scientifique³. Il ne s'agit plus dès lors de rechercher le bel objet digne d'un musée ni de faire du profit grâce aux trésors. La notion d'invulnérabilité des sites archéologiques est aussi définie. Elle a pour but d'en permettre l'étude par des personnes compétentes et dotées des moyens adaptés. Enfin, l'objet ne peut être dissocié de son contexte. Par l'article 2, les Etats signataires s'engagent à instituer un système juridique de protection du patrimoine archéologique. Le troisième concerne spécifiquement la réglementation de l'utilisation des détecteurs de métaux. Elle prévoit une licence d'utilisation ou un enregistrement. Tous les appareils permettant la détection sélective de métaux sont visés par cet article car l'utilisateur est dans l'incapacité de déterminer avant de creuser

¹ **Extraits de la recommandation 921** : - « Envisager l'adoption dans les plus brefs délais de recommandations aux gouvernements visant à instituer un système de permis ou d'immatriculation pour les utilisateurs de détecteurs de métaux. »
- « Examiner d'un point de vue critique s'il y a lieu de permettre la publicité ou tout autre moyen visant à encourager la chasse aux trésors archéologiques. »

- Produire « une brochure d'information expliquant la législation en vigueur concernant les détecteurs de métaux et donnant des directives sur leur emploi, et à faire en sorte que ces brochures soient remises à tout acheteur. »

- « Encourager les musées, les archéologues et leurs associations à établir et entretenir des contacts avec les utilisateurs locaux de détecteurs de métaux et permettre autant que possible, leur participation aux fouilles sous la conduite de personnes compétentes. »

² Art. 2 de la loi 89-900 devenu L.542.2 du Code du Patrimoine.

³ *Convention européenne pour la protection du patrimoine archéologique (révisée)*, La Valette, 16 janvier 1992, Série des traités européens, n° 143, Editions du Conseil de l'Europe, 1999, 9 p.

s'il s'agit d'un objet archéologique ou de toute autre chose. La convention de Malte est transposée en droit français par le décret n°95-1039 du 18 septembre 1995 pour entrer en vigueur le 10 janvier 1996.

Les textes français : La loi Carcopino.

Prohibant les fouilles et sondages sans autorisations, la loi Carcopino⁴ est en soi suffisante pour interdire et donner un cadre juridique au problème de la prospection, fouille et détection⁵. Une enquête du Ministère de la Culture réalisée entre 1977 et 1982 recense pourtant dix-sept actions en justice pour des sondages ou des fouilles à la suite de détection : quatorze ont abouti à une condamnation, dont une peine de prison. Un arrêt de la Cour de Cassation de 1989, définit la finalité de l'utilisation du détecteur de métaux : le simple usage d'un détecteur de métaux, sans pénétration dans le sol par un corps solide, constitue à lui seul un sondage puisqu'il remplit le même office qu'une sonde ayant « pour but, en captant les ondes électromagnétiques réfléchies notamment par les matériaux enfouis, de révéler leur présence et de faciliter leur recherche ».

La loi 89-900

En 1989, alors que l'arrêt de la Cour de Cassation est rendu, les textes de loi concernant spécifiquement l'utilisation des détecteurs de métaux à des fins archéologiques sont à l'étude. Les prospections, les sondages et les fouilles à l'aide de détecteur ont pris alors de telles proportions qu'il est impératif de les endiguer en amendant la loi à l'adresse de ces pratiquants. Le juge Launoy écrit que le texte de loi de 1989, de nature réglementaire « ne remet pas réellement en cause l'arrêt du 19 avril 1989 [Cour de Cassation] et ne fait pas obstacle à des poursuites correctionnelles sur le fondement de la loi de 1941 pour sondage sans autorisation (Launoy, 2002). »

Loi n° 89-900 relative à l'utilisation des détecteurs de métaux.

Art. 1er - Nul ne peut utiliser du matériel permettant la détection d'objets métalliques, à l'effet de recherches de monuments et d'objets pouvant intéresser la préhistoire, l'histoire, l'art ou l'archéologie, sans avoir, au préalable, obtenu une autorisation administrative délivrée en fonction de la qualification du demandeur ainsi que de la nature et des modalités de la recherche.

Art. 2 - Toute publicité ou notice d'utilisation concernant les détecteurs de métaux doit comporter le rappel de l'interdiction mentionnée à l'article 1er de la présente loi, les sanctions pénales encourues, ainsi que les motifs

Le Code pénal et le Code civil

En droit français, tous les vestiges archéologiques ont un propriétaire. Pour cette raison, les utilisateurs de détecteurs qui ne sont pas munis de l'accord du propriétaire du fonds sur lequel ils prospectent peuvent être poursuivis pour vol en raison de l'article 552 du Code civil et condamnés en vertu des articles 311-1 du Code pénal (vol) et 311-13 (tentative de vol). L'article 34 de la loi 2008-696 prévoit une aggravation des peines en cas de vol portant sur « une découverte archéologique faite au cours de fouilles ou fortuitement », soit de 7 à 10 ans de prison et de 100 000 à 150 000 euros d'amende. La possibilité de condamner l'utilisation d'un détecteur de métaux peut s'appuyer sur les conséquences matérielles tel le constat des trous creusés pour extraire les objets ciblés de leurs contextes. Suivant leur importance, ces trous sont une dégradation, une destruction ou une détérioration « d'un bien appartenant à autrui »⁶. » Le partage prévu par l'article 716 du Code civil en cas de découverte fortuite, soit un trésor, ne s'applique pas pour les découvertes avec un détecteur de métaux puisqu'il s'agit d'un outil permettant la recherche⁷. Aucun détectoriste ne peut donc revendiquer la propriété des biens qu'il a collectés grâce à son appareil, ni les échanger ou les vendre.

L'application de la loi en contradiction : La vente des détecteurs est libre

⁴ Loi du 27 septembre 1941 portant réglementation des fouilles archéologiques validée par l'ordonnance n° 45-2092 du 13 septembre 1945.

⁵ « Art.1. – Nul ne peut effectuer sur un terrain lui appartenant ou appartenant à autrui des fouilles ou des sondages à l'effet de recherches de monuments ou d'objets pouvant intéresser la préhistoire, l'histoire, l'art ou l'archéologie, sans avoir, au préalable, obtenu une autorisation administrative délivrée en fonction de la qualification du demandeur ainsi que de la nature et des modalités de la recherche. »

⁶ Art. 322-1 du Code pénal.

⁷ Gérard Launoy, *op. cit.*

Bien que des outils juridiques semblent constituer une protection suffisante, l'application de la loi reste difficile en raison de plusieurs facteurs. Le principal, constituant un paradoxe, est certainement la vente libre des détecteurs⁸ commercialisé en France depuis 1978. En dépit de la promulgation de la loi 89-900 et son décret d'application en 1991, le secteur de la détection de métaux voit s'installer six entreprises importatrices. Les conflits commerciaux et les infractions à la libre concurrence et à la publicité deviennent si fréquents que le secteur finit par intéresser le Conseil de la Concurrence. Si la commercialisation des détecteurs en France a augmenté, c'est en raison de la recherche de débouchés de la part de producteurs étrangers. L'une des stratégies habituelles consiste en des contrats d'exclusivité pour la distribution de nouveaux modèles, ou de pseudos nouveautés dont le packaging et le marketing ont été réétudiés. Fréquemment, les dénonciations de contrats donnent lieu à de rocambolesques contentieux.

Les dirigeants des sociétés importatrices françaises pratiquent eux-mêmes la chasse aux trésors. Il est souhaitable également que les commerciaux de ces entreprises soient aussi des prospecteurs-détecteurs. De là découle la mise en place de rayons connexes dans les boutiques. Il est possible d'y acheter des vêtements comme des treillis de camouflage, de l'outillage comme les pelles type US, de l'optique (lunettes de visée nocturne, jumelles) pour les sorties de nuit ou discrètes.

Enfin, deux autres types de services sont offerts par ces boutiques au travers d'un rayon librairie. Les ouvrages de la plume de certains de ces chefs d'entreprise et chasseurs de trésors y figurent en bonne place puisqu'ils se présentent comme des modèles à suivre au travers de leurs succès. On y trouve des ouvrages plus spécialisés dont la série de la Carte archéologique de la Gaule, les cartes topographiques, des recueils de la carte de *Cassini*, des dictionnaires toponymiques, des catalogues de typologies d'objets telles les fibules ou les monnaies. Ces objets étant les plus prisés, car les plus identifiables et collectionnables, plusieurs boutiques de détection ont tour à tour développé un rayon numismatique, accompagné d'un service d'expertise et d'achat-vente. Le réseau du commerce de monnaies est ainsi sûr d'être approvisionné.

Actuellement, une douzaine de boutiques spécialisées ont été recensées, installées en centre-ville. Avec l'expansion du Web, il faut aussi prendre en considération le e-commerce. Une dizaine d'entreprises ne fonctionne que par correspondance mais ne commercialise que des produits chinois bas de gamme. Le nombre d'appareils en vente sur « ebay.fr » ou « leboncoin.fr » échappe à une estimation précise. En tout état de cause, cette apparition d'un commerce basé à l'étranger et utilisant Internet comme vecteur, produit une pression sur le commerce français. Les entreprises ont ainsi investi le Web avec des sites de présentation et de vente en ligne, doublée de facilités de paiement. Avec le Web, la stratégie commerciale s'est orientée vers la mise en place de fora où les clients peuvent échanger sur les produits mais aussi sur leurs découvertes. La consultation régulière de ces plates-formes permet entre autre de démontrer que les prospecteurs-détecteurs recherchent effectivement des sites archéologiques de manière à en extraire des objets métalliques. Il est à noter que dans tous les cas, les directeurs des commerces sont aussi les modérateurs et que ces groupements de clients se donnent des airs d'associations. C'est là un autre moyen de recruter et de fidéliser la clientèle.

Actuellement, il n'existe qu'un seul producteur français de détecteurs qui base sa stratégie économique sur un modèle spécifique. Entièrement conçu à l'intention de la prospection de loisir, cet appareil est le best-seller des utilisateurs français de détecteur de métaux. La société est en procès avec plusieurs revendeurs, la marque étant victime de son succès (rachat de produits exportés en Espagne et falsification de numéros de série). Le design, le packaging et le marketing des détecteurs de cette firme sont entièrement tournés vers une ergonomie suggérant la performance, le grand air et un univers masculin. De nombreuses associations françaises sont les ambassadrices de cette marque. Une adhésion donne droit à des ventes privées ou à participer à des rallyes sauvages dont les prix sont des produits de la gamme française.

Une publicité polymorphe

⁸ Afin de prémunir les directeurs de publications et les auteurs d'éventuelles pressions ou poursuites, les noms des chefs d'entreprises et de leurs sociétés ne sont pas cités dans l'article.

Les magazines

Vitrine privilégiée de la prospection-détection, les magazines de chasse aux trésors portent sur le matériel de détection, relate des faits historiques ou des légendes destinés à séduire le lecteur. Deux revues spécialisées, sous l'impulsion d'un directeur également rédacteur, saisissant l'opportunité d'un quasi monopole, vont être diffusées dans la presse au début des années 1980, la concurrence n'émanant que de commerces consacrés à d'autres produits (armuriers et électroniciens notamment). De très faible qualité rédactionnelle, ces titres relayent régulièrement les actualités de l'archéologie issues des flux de l'AFP. Pour nourrir facilement les pages, les lecteurs sont sollicités pour présenter leurs trouvailles, demander des identifications d'objets ou en suggérer. On y lit également des rubriques de conseils sur la législation et les différentes manières de la contourner, des astuces et des discours spécieux en réaction aux courants de pensées opposés à la détection et réclamant le respect du Code du Patrimoine.

Le pillage intellectuel est un fait coutumier dans ces revues. On peut y retrouver des articles copiés-collés d'encyclopédies en ligne sur Internet, des résumés de quatrième page de livres spécialisés, des textes écrits à peu de frais avec des informations de seconde main glanées ici et là.

Ces magazines ne présentent pas d'articles à caractère scientifique, les contributeurs étant aussi des lecteurs dont l'approche de l'archéologie se borne à la chasse à l'objet. Lorsque les auteurs ont plus de prétention, on tombe vite dans un travers pseudo-scientifique. On comprend que la tenue des rênes de ces titres ne peut pas permettre une qualité d'écriture, de réflexion et d'information lorsqu'on sait que les dirigeants soutiennent et entretiennent l'idée que la prospection-détection n'a aucune finalité archéologique.

En raison de la prolifération (relative) des titres et du peu de lecteurs, on en déduit que les retombées financières sont dans les boutiques. La plupart des magazines tirent à moins de 20 000 exemplaires mais il s'agit néanmoins d'un média publicitaire parfaitement contrôlé par les commerçants du secteur.

Les publi-infos et les reportages à la légèreté complice

Chaque année en période estivale, les journaux hebdomadaires locaux reçoivent de la part d'un entrepreneur de la détection-prospection, également littéraire, des dossiers de presse présentant les lieux historiques susceptibles de recéler des trésors ou en ayant livré. Avancé à couvert, il commence par faire l'éloge du patrimoine local et des légendes rattachées. Des sites archéologiques et des monuments historiques sont ainsi suggérés comme cibles. Sans qu'une corrélation formelle puisse être établie, une recrudescence des témoignages d'indélicatesses et de pillage au détecteur ont été constatées à la suite de ces publi-infos, mettant la presse locale face à ses responsabilités éditoriales. Le phénomène est un peu différent dans les médias télévisés mais les effets sont les mêmes.

L'archéologue allemande Gabriele Isenberg, a rassemblé de la part de ses collègues des données qui permettent de bien faire la relation entre la recrudescence des pillages de sites durant l'été et le pic des reportages vantant la prospection-détection.

Selon l'aveu des marchands de détecteur, chaque reportage sur le sujet provoque une augmentation des ventes. Pour le profit, le public est donc désinformé. La main tendue des chaînes est si intéressante que les marchands se mettent eux-mêmes en scène dans les reportages. Parmi leurs allégations, on entend que cette activité leur aurait permis à eux ou à des clients de collecter 2000 ou 3000 euros, voire 9000, donc des compléments de revenus qui signifient surtout qu'un détecteur serait rapidement amorti. Les images de familles et d'enfants sont également favorisées pour souligner l'innocuité de l'activité et induire des vertus éducatives. Mais lesquelles *in fine* ?

Parmi les émissions qui rediffusent régulièrement ces reportages séduisants sur les chaînes de télévision en France, on peut mentionner celui de *100% Mag* sur M6 daté du mai 2008, celui des *Grandes Enigmes du Passé* sur France 2 (18 juin 2005), de *Combien ça coûte* de TF1 (février 2009)... Dans une autre catégorie, l'émission *C' dans l'Air* de France 5 (30 décembre 2008) a donné clairement la parole à des entrepreneurs de la prospection-détection, mais toujours sous l'angle du loisir, oubliant la loi et opérant un amalgame dangereux entre science archéologique et vandalisme-pillage.

L'émission *Thalassa* sur France 3 (11 février 2011), met en scène une équipe de chasseurs d'épaves de la seconde guerre mondiale renflouant un avion Anglais *spitfire* avec le corps de son pilote dont les restes ont été stockés dans une caisse et présentés de manière irrespectueuse dans le documentaire !

<http://vimeo.com/29664954>

Cette stratégie pourtant claire a été expliquée par le Ministre de la Culture en 1995 suite à la question du parlementaire Henri de Richemont sur la détection de métaux⁹ : « Les vendeurs de ces appareils et les revues spécialisées tirent l'essentiel de leurs arguments de vente ou de promotion de la recherche de monnaie et de trésors conduisant à ignorer aussi bien le contexte archéologique que le droit à la propriété privée [...] »

Pourquoi détecter ?

Au coeur de la contradiction

Parmi les principaux arguments des tenants de la détection-prospection, nous avons donc vu que des milliers d'euros seraient dispersés dans la nature et que, partant de là, « leurs chercheurs » ne s'intéressent pas aux objets archéologiques. Mais, concrètement, à la lecture des guides de prospection, de la presse spécialisée, des sites et fora internet, aux vues des rayons dans les commerces et mêmes des publicités, selon le témoignage même des pratiquants, les objets archéologiques sont sans cesse présents.

Les utilisateurs de détecteurs recherchent donc clairement des objets archéologiques qu'ils peuvent collectionner. A ce titre, ils qualifient fréquemment leur activité de « détection de loisir ». Ce terme a été inauguré par les marchands et n'a aucune valeur juridique. Pour reprendre une autre déclaration ministérielle : « la détection de loisir [...] est souvent employée par les adeptes de la chasse aux trésors pour éviter de se plier aux contraintes de la loi¹⁰. » Des associations comme la FNUDEM¹¹ revendiquent une recherche d'objets perdus, alors que leurs membres visent dans les faits du mobilier intéressant l'histoire et l'archéologie.

De nombreuses associations loi 1901, prétendant faire de la dépollution de sites ou de la mise en valeur de patrimoine, ont été créées ces dernières années. Ces structures proposent en effet d'aider à retrouver des objets perdus ou de nettoyer des terrains, en détectant des rebuts métalliques enfouis dans le sol. En réalité, ces intitulés utilisant des mots clés à la mode (recherche du patrimoine, dépollution), cachent des prospections-fouilles au détecteur de métaux, organisées en réseaux sur les fora par les détectoristes. Ainsi, de nombreuses activités de pillages se poursuivent, de manière plus discrète.

Beaucoup d'utilisateurs de détecteurs s'équipent et débudent leur activité dans l'espoir de trouver un trésor suite aux promesses d'une promotion séduisante. Souvent initiés par un membre de leur cercle social, ils peuvent aussi être pris en main par des commerçants dévoués ou orientés vers des associations émanant de ces entreprises. Ils agissent sans complexe car l'infraction qu'ils commettent, s'ils en ont conscience, a été banalisée par la fréquence de la publicité. Cela dit, la prospection-fouille au détecteur est une activité qui ne tient pas ses promesses, vite lassante et ingrate : le trésor est rarement au rendez-vous (fig.1). Cependant cette activité peut aussi très rapidement devenir une addiction, alimentée par quelques trouvailles et des découvertes plus importantes publiées sur les supports dont nous avons parlé. Le moteur est donc l'acte de recherche, l'émotion liée à la trouvaille et le partage de cette émotion. Une belle collection ou un objet rare, attire le respect et l'admiration du cercle des détectoristes, tout comme le signal sonore du détecteur provoque une excitation : tout est finalement dans la recherche du plaisir et de la valorisation personnelle, sans vraiment prendre conscience qu'une part du patrimoine commun est extrait du sol.

Les typologies de prospecteurs-détecteurs

Souvent, les plagistes sont présentés comme des prospecteurs à l'impact nul sur le patrimoine. Cependant, les plages ne sont pas uniquement des étendues de sable dévolues aux vacanciers : le littoral a fluctué au travers des siècles et a aussi été le siège d'activités humaines. Ainsi, on ne peut laisser se diffuser l'idée qu'une plage est un lieu exempt de vestiges archéologiques. A titre

⁹ JORF, 14/08/1995, p. 3520

¹⁰ JORF, 12/12/2006, p. 12978.

¹¹ FNUDEM : Fédération Nationale des Utilisateurs de Détecteurs De Métaux, fondée en 1999.

d'exemple, le musée d'*Etaples-sur-Mer* a mis en place un panneau sensibilisant au problème de la prospection-détection sur plage au travers d'une anecdote édifiante ci-dessous :

S'acharner sur un clou...

« En 2005, la plage de Tardinghen (Pas-de-Calais) a livré un morceau de pavois (bordage au-dessus du pont formant un parapet) d'un bateau gallo-romain daté du 2^{ème} siècle ap. J.-C. conservé dans les tourbes de la plage. Il avait été récemment endommagé par un coup de pelle porté par un prospecteur agissant avec un détecteur de métal : les clous de fixation avaient sans doute émis un signal. Il est probable que ce prospecteur n'a même pas eu conscience de détruire un patrimoine inestimable, enfoui sous le sable.

La visite de cette salle vous a montré la rareté des ressources archéologiques maritimes : chaque découverte peut amener un profond renouvellement des connaissances, comme ce fragment de pavois dont les bordages étaient assemblés par un procédé jusqu'alors inconnu dans le contexte de l'architecture navale atlantique. Nous vous invitons donc à sensibiliser autour de vous les éventuels prospecteurs de plage du fait que tout coup de pelle inconsidéré dans le sable peut se révéler dramatique pour la connaissance. Comme il n'existe pas de moyen de savoir ce qui a déclenché ce signal, sinon en procédant à une fouille (qui serait longue et... illégale), le mieux serait qu'ils renoncent à ce passe-temps destructeur. »

Nous en arrivons aux pilleurs professionnels ou semi-professionnels. Seuls ou en petits groupes, ils n'ont aucune hésitation à écumer un territoire ou à parcourir des centaines de kilomètres pour rentabiliser le déplacement sur un site préalablement ciblé. Ils possèdent souvent un matériel très performant même si un détecteur de milieu de gamme peut suffire à ravager un site. Les sanctuaires protohistoriques et antiques sont souvent visés par ces gangs.

Le cas en 2008 d'un raid sur une agglomération antique à *Mâlain* en Bourgogne est représentatif. Les deux pilleurs ont été surpris à 1 h 00 du matin par un archéologue bénévole et les gendarmes. L'un des appareils utilisés était un radar de sol dont le prix en boutique est de 18 700 euros. Ils étaient originaires du Nord de la France alors que le flagrant délit a eu lieu à plus de 400 km de leurs domiciles. Ces pilleurs très discrets ont souvent des accointances avec des marchands d'antiquité et de numismatique. Certains tentent parfois avec succès de revendre leur butin à des musées.

Les sites archéologiques en cours de fouille, relevant des recherches programmées ou de l'archéologie préventives, sont régulièrement pillés. Deux exemples sont évocateurs. L'affaire de *Villeneuve-sur-Yonne* en Bourgogne et celle de *Noyon* dans l'Oise. A Villeneuve-sur-Yonne, un réseau de fouilleurs clandestins a visité à de nombreuses reprises et sur plusieurs années, le site abritant un vaste oppidum Gaulois qui a fait l'objet de plusieurs campagnes de fouilles sous la direction de Jean-Jacques Grizeaud. Plusieurs milliers d'objets ont été prélevés au début des années 2000, dont certains ont pu être récupérés dans le cadre d'une enquête menée dans l'urgence par l'auteur (Grizeaud, 2006, 2007) (fig.2). A Noyon, en février 2010, le site en cours d'expertise archéologique par une équipe de l'INRAP sous la responsabilité de Jean-David Desforges (fig.3), à même donné lieu à un communiqué officiel du Ministre de la Culture de l'époque Frédéric Mitterrand et du président de l'INRAP Jean-Paul Jacob¹² suite à des pillages conséquents. Ces deux affaires ont fait l'objet de plaintes en justice, malheureusement sans résultat probant !

Les pillages des champs de batailles (1914-1918 et 1939-1945).

Une part très importante des détectoristes, au moins 40 % d'après une estimation récente¹³, recherche principalement ou exclusivement des vestiges militaires : munitions, armes, insignes, épaves d'engins, petits matériels divers. Leurs recherches ont lieu sur les sites de la mémoire combattante, champ de bataille ou cantonnement (Adam, 2010). Trop fréquemment, ils détruisent des sépultures de guerre pour récupérer le petit mobilier métallique accompagnant le défunt tels les boutons ou les plaques de matricule (fig.4). Ces personnes s'exposent en outre au risque pyrotechnique car détecter peut aussi tuer.

Régulièrement, la presse locale relate des accidents dus à l'éclatement de munitions.

¹² INFOLETTRE HALTE AU PILLAGE n°9 - 18 février 2010, <http://www.halte-au-pillage.org/infolettre9.php>

¹³ Sources happah-France 2012.

L'exemple en septembre 2009 d'un salarié d'une casse automobile s'est tué en désamorçant des obus datant de 1944. Ayant pris contact avec la journaliste de *Ouest-France* en charge du dossier, nous avons appris qu'il s'agissait effectivement d'un détectoriste.

En mars 2009, c'est un autre démineur « de loisir » qui est mort à son domicile en jouant avec une grenade. Après son décès, il a fallu plusieurs jours pour évacuer son domicile de toutes les munitions en état qui constituait sa collection, issue de ses fouilles au détecteur dans les bois de Bastogne.

Les exemples sont nombreux en France et ont recensé à ce jour en moyenne 5 décès causés directement par l'extraction de munitions découverte au détecteur de métaux¹⁴. Des arrêtés préfectoraux interdisent la prospection-détection en plusieurs points du territoire comme la Picardie, Verdun ou les plages du débarquement en Normandie.

Le devenir des objets pillés

Détérioration et destruction

Le nombre des objets pillés est impossible à quantifier. Toutefois, il est faisable de baser une estimation à partir du nombre probable d'utilisateurs de détecteurs, soit en croisant plusieurs sources, 10 000 personnes. Si chacun prélève un objet par semaine, ce sont 520 000 artefacts métalliques qui sont prélevés illégalement par an. Or, on sait que chaque prospecteur peut prélever plusieurs dizaines d'objets par sortie et plusieurs jours de suite. Quand les trouvailles jugées inintéressantes au moment de la découverte ne sont pas rejetées sur place, elles peuvent être classées au rebus dans l'attente d'une identification. Au pire, elles sont vendues ou détruites comme le prouve plusieurs exemples.

Un chasseur de trésors de *Lugny* en Bourgogne s'est ainsi amusé à faire des lingots de plomb à partir d'objets ou de fragments d'objets gallo-romains. Dans un autre ordre d'idée, à la suite du pillage au détecteur du site de la Tour aux Fées à Allonnes dans le Maine et Loire, les malfaiteurs se sont débarrassés de grandes lames de fer rouillées dont l'intérêt archéologique ne les avait pas effleurés. Il s'agissait d'épées antiques.

Par la nature même des objets extraits, qui ont chimiquement atteint un point d'équilibre avec leurs milieux, les détectoristes estiment devoir les restaurer. Plusieurs restaurateurs professionnels rapportent être régulièrement contactés par des pilleurs pour des conseils. Mais dans l'ensemble, les pratiques sont catastrophiques. Durant l'été 2009, un prospecteur de la Somme a voulu raviver ou nettoyer des lingots de bronze discoïdes datant de la Protohistoire à la meuleuse. Les « anciens » conseillent souvent aux « nouveaux » de pratiquer des électrolyses sur tous types d'objets, de la clé gallo-romaine à l'arme de 1944.

Le recours aux produits nettoyant pour métaux, dont la corrosion au niveau moléculaire est irréversible est fréquemment utilisé pour donner du lustre aux trouvailles. On peut également s'interroger sur la production de faux. En effet, les sites de vente en ligne français sont depuis un certain temps inondés par des annonces de ventes de faux objets antiques produits dans les pays de l'Est. Le marché a été initié à la suite du succès des ventes de vrais objets. L'offre étant insuffisante pour la demande, les faux sont une manière d'alimenter le marché. Il est par ailleurs très simple de faire un moule en silicone d'une statuette et de fondre des fragments d'autres objets... La prospection-détection sur les lieux de mémoire permet également de se fournir en matériaux anciens et de proposer ensuite de fausses oeuvres d'artisanat de tranchée.

Si l'enjeu est d'un impact minime pour la recherche archéologique, des affaires de faux beaucoup plus sérieuses apparaissent, ou du moins des affaires où le doute est permis, notamment concernant des objets à la forte valeur esthétique comme des représentations de divinités ou des monnaies rares.

Le trafic des objets de la détection

Il est avéré que la vente des trouvailles n'est pas la motivation première des utilisateurs de détecteurs de métaux qu'ils affirment par ailleurs inconcevable. Ils peuvent toutefois être tentés par la vente de pièces d'exception ou de doublon, en cas de précarité ou pour amortir l'achat d'un détecteur onéreux. Cette tentation est à l'origine de la dispersion sur le marché des petites antiquités de nombreuses pièces. Les possibilités de vente en ligne donnent plus de facilité à la démarche. La revente des objets « muséables » est aussi envisagée quasi systématiquement.

¹⁴ Sources happah 2012, A. Schoellen,

Il existe une véritable corrélation entre le marché de la numismatique et celui des détecteurs de métaux. Déjà, en 1993, Mc Fadden estimait que 80% des monnaies antiques vendues à travers le monde provenaient de fouilles clandestines récentes de moins de trente ans¹⁵. Aujourd'hui, l'explosion des pillages dans les anciens pays d'Europe de l'Est combinée aux facilités d'échanges données par Internet amène à penser que cette proportion est désormais nettement plus importante.

Les bourses aux collections et brocantes, y compris les foires aux minéraux et fossiles, sont des points de vente pour les objets issus des pillages au détecteur. Dans plusieurs cas, d'anciens marchands de minéraux ont affirmé s'être rabattus sur les objets provenant de la prospection-détection en raison de la saturation de leur marché et de la concurrence trop vive, le point commun entre les deux ressources étant qu'elles sont à portée de main pour qui sait où les chercher.

Concernant les échanges par Internet, le site « ebay.fr » concentre une grande partie du marché. Plusieurs études ont été menées sur ses équivalents dans les pays voisins. Une étude allemande de H. M. Von Kaenel en 2007 (Kaenel 2007), démontre que 170 000 pièces antiques provenant de *Viminacium* ont été vendues par le même receleur sur la plateforme allemande d'Ebay en moins de deux ans. Ces pages étant fréquentées par des millions de membres, certaines catégories d'objets intégrables à des collections trouvent facilement preneurs. Sur la plate-forme française, après les monnaies et les fibules ce sont les haches en bronze qui sont les plus prisées.

Enfin, si l'offre internet est importante, il ne faut pas se faire d'illusion. Internet est dans ce domaine un prisme difficile à appréhender. Le nombre d'objets mis en vente, s'il pouvait être estimé à sa plus juste valeur, ne permettrait pas d'apprécier les proportions prises par le pillage. Ce qui est mis en vente sur Internet n'est probablement qu'une faible proportion de ce qui est prélevé de manière illégale sur le terrain.

La situation peut-elle être assainie ?

Une coopération entre prospecteurs-détecteurs et archéologues ?

Pour des raisons diverses, des archéologues ou typologistes ont pris actuellement le parti de recueillir les informations produites par les utilisateurs clandestins de détecteurs, au moins celles que ces derniers souhaitent communiquer. Ces chercheurs confèrent ainsi à ces informations le statut de données scientifiques. Si dans certains cas cette attitude est une réaction à l'impuissance face au pillage des territoires étudiés, il faut souligner que d'autres ne cachent pas puiser directement dans la prospection-détection les informations propres à nourrir les problématiques de leurs travaux personnels. Ces relations consenties ou imposées sont ce que le discours de la prospection-détection nomme la coopération et qu'elle voit comme une règle à généraliser, bien qu'extrêmement marginale. Pour se faire accepter par le milieu des archéologues, bénévole et professionnel, les tenants de la prospection-détection prétendent pouvoir mettre en place un « code de bonne conduite », ou même d'en appeler à une prétendue méticulosité qui serait le corolaire, paraît-il, de la passion pour leur loisir... Mais, comme en témoignent les expériences décevantes menées en Grande-Bretagne, les chartes déontologiques pour tenter de contrôler la détection fonctionnent mal. L'archéologue britannique Paul Barford a déjà démontré que ces systèmes sont sujets à des dérives incontrôlables. Consentir à de tels rapprochements revient à en ignorer les conséquences. Vaut-il mieux coopérer ou tenir une position ferme ? Faut-il assumer la prospection-détection alors qu'elle rentre en contradiction avec le système de protection du patrimoine archéologique ? Alors qu'elle s'oppose dans son essence même à la science archéologique ? A ces questions, la très grande majorité des archéologues consultés sur le problème ont affirmé ne pas souhaiter quelque forme de coopération que ce soit. Beaucoup refusent même d'enregistrer les trouvailles présentées par les clandestins pour ne pas cautionner ou donner l'impression de cautionner leurs activités.

D'une manière générale, la coopération entre archéologues et « détectoristes » est mal perçue et souvent dissimulée. En effet, il est évident que les données issues de ces échanges ne sont pas fiables. Le scepticisme doit, dans un souci d'éthique et d'intégrité, peser sur l'origine des millions d'objets prélevés chaque année sans aucune méthodologie ni problématique, ni suivi conservatoire.

¹⁵ E. J., McFadden, « Numismatic News », *Minerva* 4/6, 1993 ; M. Beckman, « Numismatics and the antiquities trade », *The Celator*, may 1998.

Les quelques rapprochements actuels, tacites ou officieux, que les associations de détection qualifient de coopératifs, représentent une menace car ils sous-entendent un encouragement à la prospection tout azimut par tout un chacun. Véritable cheval de Troie de la détection, cette pratique entre en contradiction avec les objectifs premiers de l'archéologie telle que conçue en France. L'archéologie ne peut pas se permettre d'utiliser à profusion les « données » issues des fouilles clandestines. Tous les objets arrachés de leurs contextes ne peuvent être garantis comme fiables : ils peuvent être légitimement considérés comme perdus pour la recherche. Ces objets surgissant dans les corpus n'apportent scientifiquement rien. S'y référer biaisent les conclusions, les datations et les axes des recherches à venir.

Le rôle des archéologues et des associations à l'échelle locale

En matière de lutte contre la recherche clandestine, le travail de médiation d'archéologues bien implantés localement semble indispensable. Sans empêcher malheureusement les pillages, il permet de responsabiliser les propriétaires des terrains contenant des vestiges, le voisinage et les élus, et d'assurer ainsi un minimum de vigilance.

Les archéologues qui travaillent par exemple dans le cadre de prospection-inventaire, et qui effectuent une véritable veille archéologique dans un secteur donné, ont un rôle important à jouer dans la sensibilisation du public. Ils peuvent intégrer à leurs travaux, de manière ponctuelle ou plus suivie, les personnes intéressées par l'archéologie. C'est un travail à long terme et méritoire.

Il semble nécessaire que les actions des archéologues locaux, notamment ceux qui oeuvrent au sein des associations, soient encouragées, cautionnées et facilitées par les Services Régionaux, représentant de l'Etat, et les Collectivités.

La mise en place d'une synergie dont l'objectif est la protection du patrimoine archéologique ne peut qu'encourager la constitution de partie civile pour les procès de pilleurs.

Dans le double objectif d'établir le constat du pillage et d'agir contre, les membres de l'association Halte au Pillage se sont constitués en réseau sur l'ensemble du territoire. Sous la responsabilité d'autres associations à vocation patrimoniale et scientifique, ou d'archéologues, des antennes régionales ou départementales matérialisent le maillage Halte au Pillage. La Société Archéologique et Historique du Pays de Lorient en constitue un bon exemple en France.

D'autres liens privilégiés existent également à l'échelle européenne (Royaume-Uni, Portugal, Luxembourg...) mais aussi au niveau international avec notamment une antenne en Mauritanie, créée en 2008, et des membres exerçant leurs missions scientifiques dans d'autres pays du monde.

Conclusion

S'il ne s'agit ici que d'un bref aperçu des problèmes posés par la prospection-fouille au détecteur de métaux, les principales origines de l'expansion du pillage ont toutefois été développées. Des jurisprudences rares, comme celle du juge Launoy, illustrant comment appliquer la loi relative au détecteur de métaux, sont battues en brèche par les tenants de la prospection-détection. En raison de l'insuffisance de l'application de la loi, les archéologues se retrouvent alors sur le terrain en but à une infime minorité du public capable de soutenir qu'elle a aussi le droit de pratiquer l'archéologie comme bon lui semble. Autrement dit, de pratiquer une archéologie clandestine : le pillage. Les médias (presse, télévisions, radios) se sont emparés du sujet en présentant les détectoristes comme des nouveaux chasseurs de trésors. des articles, des témoignages et des documentaires, mettent ainsi en valeur des pseudo chercheurs, sans prendre conscience du véritable problème engendré par ces extractions d'objets.

Nous avons donc tenté de retracer l'évolution parallèle entre les outils législatifs pour la protection du patrimoine enfoui et la prospection-détection. Si deux conceptions du passé et de ses témoins s'opposent, il se trouve que certaines insuffisances produisent un déséquilibre en faveur de « l'archéologie noire ». Il a été également montré que le secteur économique de la vente de détecteurs de métaux ne peut survivre qu'en entretenant un vivier de « passionnés » désinformés.

Le risque pour le patrimoine archéologique est clairement identifié.

Nous avons le devoir de réaffirmer à l'intention des utilisateurs de détecteurs de métaux que les objets métalliques qu'ils convoitent sont des archives du sol, que ceux-ci relèvent de l'intérêt général et que leur « extraction » doit se faire dans le cadre d'une mission de service public : l'archéologie. Dans le cas d'une non réaction de notre part, les détectoristes poursuivront leurs activités. Ainsi dans

l'impunité, les dérives décrites prendront de l'ampleur. Ce n'est pas uniquement le patrimoine archéologique, déjà en péril, qui sera condamné mais tout le système de protection des patrimoines. En France, une prise de conscience des pouvoirs publics, des services de l'Etat en charge du patrimoine culturel archéologique et historique, des chercheurs et archéologues, s'installe. L'association Hapah, créée en 2007 est précurseur dans le domaine de cette sensibilisation et regroupe aujourd'hui de nombreux adhérents, dont beaucoup, constitués en réseaux, sont actifs dans la lutte contre ces pillages.

Une table-ronde «Halte aux pillages, une menace réelle pour notre patrimoine archéologique », se tiendra à Toulouse en région Midi-Pyrénées les 12 et 13 mars 2013. Cette manifestation, la première de ce genre en France, tentera de dresser un bilan, mais aussi de mettre en place un protocole pour une meilleure sensibilisation au problème orienté avant tout vers la communauté scientifique, afin de mieux coordonner des actions d'informations à l'attention du grand public et des médias.

Cet article inclut des informations issues des données réunies par Halte au Pillage. Remerciements particuliers à G. Compagnon, Y. Pautrat et A. Schoellen.

Bibliographie :

Adam, 2010 : ADAM (F.). — L'archéologie de la Grande Guerre, in : Apports de l'archéologie à la connaissance du patrimoine militaire. Ed. inrap, pp.3-4, 2010.

Adam 2012 : ADAM (F.). — Etude des sépultures 14/18, in : Viller (S.) dir., « Boinville-en-Woëvre et Saint Maurice-lès-Gussainville, Meuse, Barreau Sud de la Déviation Est d'Étain, Occupation multiphasée dans la vallée de l'Orne », volume 3/3, Etude 6, *Rapport d'opération-Fouille archéologique 2005*, Inrap, Metz, 2012, pp.78-111.

Adam et Prouillet, 2011 : ADAM (F.), PROUILLET (Y.). — Le pillage des champs de bataille et du patrimoine militaire. dans, *Halte au pillage*, G. Compagnon (dir.), éditions Errance, pp.167-175. Paris, 2011.

Compagnon (dir.), 2011 : COMPAGNON (G.). — *Halte au pillage*. Editions Errance, Paris, 2010 446 p.

Compagnon et al., 2009 : COMPAGNON (G.), DESFORGES (J.-D.), PAUTRAT (Y.), SCHOELLEN (A.). — *Utilisation des détecteurs de métaux en France : cadre réglementaire, état des lieux et perspectives, Rapport à l'intention du Conseil National de la Recherche Archéologique*, Association Halte au Pillage du Patrimoine Archéologique et Historique, septembre 2009, 76 pages.

Desforges, 2010 : DESFORGES (J.-D.). — Le pillage des sites archéologiques français. Dans, *Bull. de la Société d'Archéologie et d'Histoire du Pays de Lorient*, 38, pp. 7-23, 2009-2010.

Grizeaud, 2006 : GRIZEAUD (J.-J.). — Fouilles clandestines, le patrimoine archéologique en danger, l'exemple de l'oppidum de Château à Villeneuve-sur-Yonne. dans : *Revue La Gazette* 89, n°2, janvier 2006, pp.10-12.

Grizeaud, 2007 : GRIZEAUD (J.-J.). — Menaces sur notre patrimoine archéologique, des pilliers sur l'oppidum de Villeneuve-sur-Yonne. dans : *Bull. de la Société Archéologique et Historique de Villeneuve-sur-Yonne*, 37, pp.3-12, février 2007.

Launoy, 2002 : LAUNOY (G.). — Fouilles archéologiques – le droit pénal et le droit civil au secours de l'archéologie contre les prospecteurs clandestins, *Droit Pénal* n° 6, Editions du Jurisclasseur, 2002, pp. 4-6.

Von Kaenel, 2007 : VON KAENEL (H.-M.). — « Gauner, Gräber und Gelehrte, Antikenraub und Archäologie im Lichte der aktuellen Gesetzeslage », *Paper read at the symposium, Gauner, Gräber und Gelehrte at the Johann Wolfgang Goethe Universität, 4 May, Frankfurt am Main*, 2007.

Liste des figures :

Fig. 1 : Le butin d'une « sortie »... 1 : boucle de matériel militaire avec élément en cuir ; 2 à 6 : munitions de fusil Lebel (1914-1918) ; 7-8 : ceinture d'obus tirés ; 9 : pfennig de 1915 ; 10 : 50 centimes ; 11 : bouton en corne et métal ; 12 : potin gaulois ; 13 : bouton d'uniforme (IIIe République) ; 14 à 18 : monnaies gallo-romaines haut et bas Empires ; 19, fragment de fibule antique à queue de paon ; 20 : bague antique en argent ; 21 : arc de fibule gallo-romaine ; 22 : pièce percée de nos grand-mères ; 23 : monnaie de Napoléon III ; 24 : aiguille gallo-romaine ; 25 : applique de serrure, XVIIIe siècle. (DR)

Fig. 2 : Tête de Silène en bronze appartenant à un vase métallique ou *œnochoé* de type Kelheim daté de la fin du Second S. av. J.-C., extrait en 2003 par les fouilleurs clandestins sur l'oppidum de Château à Villeneuve-sur-Yonne, Bourgogne, parmi des milliers d'objets (monnaies, fibules, rouelles) qui sont aujourd'hui dispersés. Photographie J.-J. Grizeaud 2003.

Fig. 3 : Tournage du documentaire du 20h de France 2 télévision avec Stéphanie Pérez, après le pillage du site de Noyon (Oise), diagnostic archéologique inrap février 2011.

Fig. 4 : 9 soldats français (3 identifiés) du 240^e R.I., décédés le 25 août 1914, lors de la bataille de Warcq-Etain, sur la commune de Boinville-en-Woëvre (Meuse). Décès par balles de fusil Mauser. Sépulture multiple pillée récemment à 60%. Photographie, source F. Adam, inrap.

RAUBGRÄBER GRABRÄUBER

IM LANDESMUSEUM
NATUR UND MENSCH



Peter-René Becker, Christina Wawrzinek (Hrsg.)

NA

Plünderungen archäologischer Fundstellen in Frankreich und der illegale Einsatz von Metalldetektoren

Jean-David Desforges und Jean-Jacques Grizeaud

Einleitung

Zwanzig Jahre ist es her, dass in Frankreich in Ergänzung zum Carcopino-Gesetz¹ gesetzliche Regelungen in Kraft getreten sind, die speziell auf den Einsatz und die Vermarktung von Metalldetektoren abzielten. Als ein für die Erforschung und Wahrung des archäologischen Erbes wesentliches Gesetz, das über einen kurzen oder längeren Zeitraum hinaus seine Wirkung entfaltet, markiert das Gesetz Nr. 89-900 einen Meilenstein angesichts einer Praxis, wie sie sich mit mehreren Schlagworten umschreiben lässt: Archäologische Prospektion (Erkundung von archäologischen Fundstellen), das Aufspüren archäologischer Fundstellen mit Metallsuchgeräten sowie die Schatzsuche als Freizeitvergnügen.

Obwohl Frankreich mit diesen gesetzlichen Regelungen seinerzeit der Empfehlung Nr. 921 des Europarats und den internationalen Vereinbarungen über den Verkehr und die Erhaltung von kulturellen Gütern, darunter archäologische Funde, vorausgeeilt ist, erscheint die Bilanz heutzutage eher ernüchternd. In der Tat beobachtet man heute eine umfangreiche Lobbytätigkeit bezüglich der Nutzung von Metallsuchgeräten, die von Händlern, Anwendern, Vereinen und einigen wenigen Forschern auf Gebieten betrieben wird, die man gut und gern als Mikrodisziplinen der Archäologie bezeichnen könnte.

Die kommerzielle Grundlage dieser Aktivitäten ist eine Schein-Archäologie wie auch eine etwas schräge Leidenschaft für Geschichte oder Sammlerleidenschaft, verbunden mit dem unrealen Wunschtraum, plötzlich riesige Reichtümer zu entdecken oder selbst einen herausragenden Ruf als Schatzsucher zu erwerben. Eines der stärksten Argumente dieser Lobbytätigkeit

ist das britische Beispiel, eine ideale Welt der archäologischen Prospektion mit Metalldetektoren.

Angesichts des Vandalismus und der Zerstörungen, die von ihren Protagonisten als Freizeitvergnügen oder Hobby etikettiert, können Aktivitäten verursachen, von den zweifellos von Raubgräberei und illegaler Archäologie gesprochen werden muss. Es ist dringend notwendig zu verdeutlichen, dass der Einsatz von Metalldetektoren zum Aufspüren archäologischer Fundplätze oder Funde einen permanenten Verstoß gegen das Gesetz zum Schutz des kulturellen Erbes (Code du Patrimoine) darstellt und auch der guten wissenschaftlichen Praxis fundamental entgegensteht.

Unser Artikel verfolgt mindestens zwei Ziele: der Suche mit Metalldetektoren den pseudowissenschaftlichen Schleier zu entreißen und eine Bilanz der in Frankreich zu beobachtenden Probleme zu ziehen. Wir diskutieren im Folgenden auch mögliche Lösungen, die von den Mitgliedern des Vereins „Halte au Pillage du Patrimoine Archéologique et Historique“ mit Blick auf eine mehr als zwanzig Jahre andauernde ständige Konfrontation mit der illegalen Suche nach archäologischen Funden mit Metallsonden entwickelt wurden.

Der Metalldetektor an sich ist ein militärisches Gerät. Er wurde nach dem Zweiten Weltkrieg eingesetzt, um Minen zu suchen sowie um Materialien aufzuspüren, die im Manöverraum zurückgelassen wurden. In den zivilen Gebrauch kam dieses Gerät über den Verkauf von Überbeständen. Zunächst war das in den Vereinigten Staaten zu beobachten, wo einzelne Personen, darunter zahlreiche Kriegsveteranen, sich mit recht imposanten Modellen von Metalldetektoren

ausgestattet hatten, dazu noch mit einer rudimentären Elektronik, um damit ihren Forschungen an den Stätten der Sezessionskriege zu frönen.

Die ersten Metalldetektoren, die mit Transistoren bestückt waren, sind in den Jahren 1950-1960 vom Band gelaufen. Das Gerät entwickelte sich mit dem elektronischen Fortschritt weiter, es wurde leichter und sein Einsatzradius wurde größer. Allerdings war die Produktion dieser Geräte nach wie vor auf den militärischen Einsatz ausgerichtet sowie auf den Bedarf von Sicherheitskräften. Mit diesen Metalldetektoren konnte man lediglich Unterschiede zwischen Eisen- und Nichteisenmetallen über die unterschiedliche Höhe des „Piep-Signals“ feststellen. 1974 schließlich wurde ein Patent eingereicht, nach dem man über einen regelbaren Diskriminator die Metallart einstellen kann, die gefunden werden soll.

Seit den 1980er-Jahren stiegen dann Bedienkomfort und Leistung der Metalldetektoren weiter an, und parallel dazu nahmen die Fälle von Vandalismus an archäologischen Fundstellen deutlich zu. Das erklärte Ziel besteht darin, den Gewinn, den die Suche mit einem Metalldetektor abwirft, zu vermehren oder anders gesagt, den Ertrag des Schatzgräbers zu steigern. Es gibt Detektoren, die es erlauben, Eisen oder moderne Metalllegierungen zu übergehen. Letztendlich ist es damit deutlich einfacher, archäologische Objekte aus Metall in Tiefen von mehr als etwa 15 Zentimetern aufzuspüren.

Allerdings ist es in Ergänzung zu den einfachen Metalldetektoren möglich, Impulsinduktionsdetektoren einzusetzen, die Prospektionstiefen von etwa einen Meter zulassen, dazu gehörten das Bodenradar, das es ermöglicht, metallische Gegenstände noch in sehr großen Tiefen aufzuspüren. Auch diese Geräte waren ursprünglich für die Minensuche vorgesehen, sind dann aber in der Folge mehr und mehr für archäologische Plünderungen missbraucht worden.

Gibt es einen rechtlichen Rahmen für den Einsatz von Metalldetektoren?

Internationales Recht

Zunächst zieht die Europaratsempfehlung Nr. 921 der Kommission für Kultur und Bildung² aus dem Jahre 1981 eine erste Bilanz zu dieser Frage, allerdings ohne juristische Bewertung. Diese wird heute als vordergründige Referenz für die Lobbytätigkeit zugunsten der Prospektion mit Metalldetektoren missbraucht. Sie liefert eine erste Bestandsaufnahme des Problems der Verwendung von Metalldetektoren, wobei diese Praxis in Europa im Verlauf der 1970er-Jahre einige Verbreitung erfahren hat. In Frankreich war das Carcopino-Gesetz damals bereits weitgehend ausreichend, um die Prospektion mit Metalldetektoren als einen Straftatbestand einzuordnen, indem diese mit illegaler Suche und die in der Regel folgenden Grabungsarbeiten mit illegalen Ausgrabungen gleichgesetzt werden.

Die rechtliche Situation in den Nachbarstaaten ist zwar nicht ausreichend, um einen Schutz ihres archäologischen Erbes zu garantieren, stufte jedoch die Prospektion mit Metalldetektoren bereits zum damaligen Zeitpunkt als einen Akt ein, dessen „Entwicklung einzudämmen“ sei.

Einige der Empfehlungen der Kommission sind Bestandteil des französischen Kulturerbegesetzes (Code du Patrimoine) geworden, wie der Punkt bezüglich der Werbung für Metallsuchgeräte³. Genehmigungsverfahren sind bereits in Irland und Portugal die Norm. In Frankreich wurde das Projekt für Genehmigungsverfahren massiv von der Detektoren-Lobby zurückgewiesen. Dennoch bedarf der Einsatz eines Metalldetektors einer behördlichen Genehmigung, über die seitens der Präfektur nach wissenschaftlichen Kriterien entschieden wird. Sie wird von der Behörde ausgestellt, die für die Archäologie zuständig ist (SRA = Service régional d'Archéologie). Was den letzteren Punkt betrifft, so ist die Archäologie in Frankreich als Aufgabe des öffentlichen Dienstes definiert. Somit kann sie sich nicht mit Akteuren

zufrieden geben, die sich archäologische Funde und Daten außerhalb des gesetzlichen Rahmens beschaffen. Die 1992 ratifizierte europäische Konvention von Malta berücksichtigt die Weiterentwicklung der Archäologie. Die neuen Bedrohungen wiegen daher schwer für das archäologische Kulturerbe.

„[...] werden jedwede Überreste, Güter und sonstige Spuren der Existenz menschlichen Lebens in der Vergangenheit als Elemente des archäologischen Erbes angesehen.“

„Strukturen, Bauwerke, architektonische Ensembles, bebaute Grundstücke, mobile Zeugnisse, Monumente anderer Art, wie auch deren Umfeld, unabhängig davon, ob diese sich auf dem Festland oder im Wasser befinden, gehören zum archäologischen Erbe.“

Die Konvention setzt in ihrem ersten Paragraphen eine klare Trennung zwischen der alten fundorientierten Praxis und einer neuen wissenschaftlichen Konzeption⁴. Von daher geht es nicht mehr darum, ein schönes Objekt zu untersuchen, das würdig wäre, in einem Museum ausgestellt zu werden, ebenso wenig darum, Profit mit irgendwelchen vergrabenen Schätzen zu machen. Der Begriff der Unverletzlichkeit von archäologischen Stätten ist ebenfalls definiert. Er zielt darauf ab, nur solchen Personen die Untersuchung von Fundstätten zu gestatten, die entsprechend kompetent und dafür mit ausreichenden Mitteln ausgestattet sind. Schließlich kann der archäologische Fund nicht losgelöst von seinem Kontext betrachtet werden. Mit § 2 dieses Gesetzes verpflichten sich die Unterzeichnerstaaten dazu, ein juristisches System für den Schutz des archäologischen Erbes zu schaffen. Der dritte Paragraph befasst sich speziell mit der Regelung des Einsatzes von Metalldetektoren. Er sieht eine Lizenz bzw. Registrierung für den Einsatz solcher Geräte vor. Jedwede Geräte, die eine selektive Ortung von Metallen gestatten, sind von diesem Paragraphen betroffen, denn der Anwender ist in der Regel nicht dazu in der Lage, vor Beginn der Grabung festzustellen, ob es sich dabei um ein archäologisches Objekt oder um etwas Anderes handelt. Die Konven-

tion von Malta wurde mit dem Erlass Nr. 95-1039 vom 18. September 1995 in französisches Recht überführt und trat mit dem 10. Januar 1996 in Kraft.

Französisches Recht: Das Carcopino-Gesetz

Das Carcopino-Gesetz⁵ verbietet Grabungen und Sondierungen ohne Genehmigung und ist an sich ausreichend, um Prospektion, Grabung und Detektion⁶ zu verbieten und diesem Problem einen juristischen Rahmen zu verleihen. Eine zwischen 1977 und 1982 durchgeführte Untersuchung des Kulturministeriums hat dennoch siebzehn Gerichtsverfahren bezüglich Sondierungen bzw. Grabungen im Anschluss an Detektoruntersuchungen erfasst. Vierzehn davon sind mit einem Urteil abgeschlossen worden, dabei wurde eine Gefängnisstrafe verhängt. Eine Anordnung des Revisionsgerichts aus dem Jahre 1989 definiert den Einsatz von Metalldetektoren wie folgt: „Der einfache Einsatz eines Metalldetektors, ohne Penetration in den Boden durch einen festen Körper stellt als solcher eine Sondierung dar, denn er erfüllt dieselbe Funktion, wie eine Sonde, die „die Aufgabe hat, durch den Empfang der insbesondere durch die Materialien im Boden reflektierten elektromagnetischen Wellen deren Präsenz festzustellen und die Erkundung zu vereinfachen.“

Das Gesetz 89-900

Im Jahre 1989, als diese Entscheidung erlassen wurde, waren die Gesetzestexte speziell bezüglich des Einsatzes von Metalldetektoren für archäologische Zwecke noch in Vorbereitung. Prospektionen, Sondierungen und Grabungen mit Hilfe eines Metalldetektors hatten damals bereits solche Ausmaße erreicht, dass es dringend notwendig wurde, diese einzuschränken, indem das Gesetz auf die genannten Anwender zugeschnitten wurde. Richter Launoy schrieb, dass der Gesetzestext von 1989 verordnungsrechtlich „die Anordnung (des Revisionsgerichts) vom 19. April 1989 nicht wirksam in Frage stellt und kein Hindernis für strafrechtliche Verfolgung von nicht autorisierten Sondierungen auf der Grundlage des Gesetzes von 1941 darstellt.“⁷

Gesetz Nr. 89-900 über den Einsatz von Metall-detektoren.

Art. 1: Niemand hat das Recht, Geräte einzusetzen, mit denen metallische Objekte lokalisiert werden können, um somit Bauwerke oder Objekte zu erkunden, die von prähistorischem, historischem, archäologischem oder Kunstinteresse sein könnten, ohne dafür zuvor die administrative Genehmigung entsprechend der Art und der Modalitäten der Untersuchung erhalten zu haben, die je nach der Qualifikation des Antragstellers ausgestellt wird.

Art. 2: Jedwede Reklame oder Gebrauchsanweisung für Metalldetektoren sollte einen Hinweis auf das in § 1 dieses Gesetzes formulierte Verbot enthalten, sowie die gerichtlichen Sanktionen, einschließlich deren Begründung.

Straf- und Zivilgesetzbuch

Im französischen Recht hat jedes archäologische Objekt einen Eigentümer. Aus diesem Grunde können Personen, die ohne Einverständnis des Eigentümers auf dessen Grund und Boden Prospektionen durchführen und Metalldetektoren verwenden, wegen Diebstahls nach § 552 Zivilgesetzbuch (Code civil) verfolgt und aufgrund §§ 311-1 (Diebstahl) und 311-13 (versuchter Diebstahl) Strafgesetzbuch bestraft werden. § 34 des Gesetzes Nr. 2008-696 sieht eine Verschärfung der Strafen für Diebstahl vor, der auf „eine archäologische Entdeckung abzielt, die zufällig oder während der Ausgrabungen gemacht wird“, und zwar 7 bis 10 Jahre Freiheitsentzug und 100.000 bis 150.000 Euro Geldstrafe. Die Möglichkeit, den Einsatz eines Metalldetektors zu bestrafen, kann auf eine Erhebung des Tatbestandes vor Ort gestützt werden, beispielsweise auf Grabungslöcher, die angelegt wurden, um archäologische Fundobjekte zu Tage zu fördern und damit ihres Fundkontextes zu berauben. Gemäß ihrer Bedeutung handelt es sich bei den Raubgrabungslöchern um ein Abtragen, eine Zerstörung bzw. eine Beschädigung „eines einem Dritten gehörenden Guts⁸.“ Das Teilen des Fundes, das § 716 Zivilgesetzbuch bei zufälliger Entdeckung vorsieht, beispielsweise wenn ein Schmuckkasten

gefunden wird, gilt nicht für mit einem Metalldetektor gemachte Entdeckungen, denn es handelt sich dabei um ein Werkzeug, das die gezielte Suche ermöglicht⁹. Somit kann kein Schatzjäger mit Metall-detektor Eigentumsansprüche auf Güter erheben, die er dank seines tollen Gerätes gefunden hat, noch darf er diese Objekte tauschen oder gar verkaufen.

Widersprüche in der Anwendung des Gesetzes: Metalldetektoren sind frei verkäuflich

Obwohl es juristische Mittel gibt, die anscheinend einen hinreichenden Schutz bieten, gestaltet sich die Anwendung des Gesetzes aufgrund mehrerer Faktoren schwierig. Der Hauptwiderspruch, der ein Paradoxon darstellt, ist der freie Verkauf von Metall-detektoren¹⁰, der in Frankreich seit 1978 kommerziell betrieben wird. Trotz der Verkündung des Gesetzes Nr. 89-900 und seiner Einführungsbestimmungen im Jahre 1991, haben sich sechs Importunternehmen im Bereich Metalldetektoren etabliert, ferner gibt es seit einiger Zeit einen französischen Produzenten in der Region Toulouse. Die kommerziellen Interessenkonflikte und die Verstöße gegen den freien Wettbewerb sowie in der Werbung sind so häufig geworden, dass dieser Bereich aufhört, den staatlichen Wettbewerbsrat zu interessieren.

Wenn Vermarktung und Verkauf von Metalldetektoren in Frankreich zugenommen haben, dann ist das eine Folge der Suche nach Absatzmärkten seitens der ausländischen Produzenten. Eine der üblichen Strategien besteht darin, Exklusivverträge für die Vermarktung von neuen Modellen abzuschließen, oder für Pseudo-Neueinführungen, wofür Verpackung und Marketing überarbeitet worden sind. Häufig geben die Vertragskündigungen Anlass für die abenteuerlichsten Rechtsstreitigkeiten.

Die Leiter der französischen Importfirmen praktizieren selbst die Schatzjägerei mit Metallsonden. Es wird ebenfalls als wünschenswert betrachtet, dass die Händler dieser Unternehmen auch die Prospektion mit Metalldetektoren vornehmen. Daraus wür-

den Verbundgeschäfte resultieren. So kann man hier durchaus auch Kleidung erwerben, wie Tarnanzüge, Werkzeug, wie Goldgräberspaten à la USA oder optische Accessoires (Nachtsichtbrillen, Ferngläser) für nächtliche Grabungen, damit diese nicht so auffallen sollen.

Schließlich bieten diese Geschäfte noch zwei andere Arten von Dienstleistungen über einen Bücherbereich an. Werke aus der Feder einiger dieser Unternehmensführer und Schatzjäger werden hier an herausragender Stelle beworben. Diese Geschichten werden wie Modelle präsentiert, deren Erfolge zum Nachmachen animieren sollen. Man findet hier aber auch speziellere Werke, darunter die „Carte archéologique de la Gaule“ (eine in Buchform vorgelegte archäologische Fundchronik), eine Serie archäologischer Landkarten von Gallien, topographische Karten, Sammelbände der Cassini-Karten, Wörterbücher der Toponyme und Typenkataloge von archäologischen Funden, wie Fibeln oder Münzen. Diese Fundobjekte gehören zu den gefragtesten, denn sie lassen sich am besten identifizieren und sammeln. Einige Geschäfte haben sogar nach und nach einen Geschäftsbereich Numismatik entwickelt, gleich zusammen mit einem Gutachterservice, sowie An- und Verkauf. Somit scheint der Münzhandel mit Sicherheit recht einträglich zu sein.

Gegenwärtig gibt es rund ein Dutzend Spezialgeschäfte, überwiegend in den Innenstädten. Mit der Verbreitung des Internet muss man auch den sogenannten E-Commerce in Betracht ziehen. Ein Dutzend Unternehmen funktioniert ausschließlich über den Versandhandel, bietet aber nur chinesische Erzeugnisse von minderwertiger Qualität an. Die Anzahl an Metalldetektoren, die über die Webseiten von „ebay.fr“ bzw. „leboncoin.fr“ gehandelt werden, entzieht sich einer präzisen Einschätzung. In jedem Fall setzt das Aufkommen eines Marktes, der schwerpunktmäßig im Ausland organisiert ist und das Internet zur Verbreitung nutzt, den französischen Handel unter Druck. In diesem Zusammenhang haben die Unternehmen in das Internet investiert und Homepages geschaffen, wo sie sich präsentieren und on-

line verkaufen, gleich mit Bezahlmöglichkeiten dazu. Im Internet orientiert sich die kommerzielle Strategie zunehmend auf die Einrichtung von Foren, wo sich die Kunden über die Produkte austauschen können, aber auch über ihre neuesten Entdeckungen. Der regelmäßige Besuch dieser Plattformen macht es unter anderem möglich zu zeigen, dass die Sondengänger die archäologischen Fundstätten gezielt aufsuchen und systematisch absammeln und ausbeuten, dabei werden vorwiegend metallische Gegenstände gefunden. Es bleibt in jedem Falle festzuhalten, dass die Eigentümer der Firmen auch die Moderation dieser Sondengänger-Foren durchführen. Zahlreiche Kundengruppierungen geben sich heutzutage den Anschein von Verbänden oder Vereinen. Das ist ein weiteres Mittel, um Kunden zu gewinnen und an das Unternehmen zu binden.

Zurzeit gibt es lediglich einen Hersteller von Metalldetektoren in Frankreich, der seine wirtschaftliche Strategie auf ein spezifisches Modell ausgerichtet hat. Dieses Gerät ist komplett auf den Bedarf der Freizeit-Prospektion zugeschnitten und ist der Bestseller bei den französischen Nutzern von Metalldetektoren. Die Firma prozessiert mit mehreren Fachhändlern, denn die Marke ist Opfer ihres eigenen Erfolgs geworden (Wiederverkauf von Produkten, die nach Spanien exportiert worden waren und Fälschung der Seriennummern). Design, Verpackung und Marketing der Metalldetektoren dieser Firma suggerieren Leistung, frische Landluft und Männlichkeit. Zahlreiche französische Vereine und Gesellschaften sind Botschafter dieser Marke. Ein Beitritt gibt Anspruch auf Sonderverkäufe oder auf die Teilnahme an wilden Rallyes, bei denen als Preise Produkte aus dem französischen Verkaufsprogramm ausgelobt sind.

Vielgestaltige Werbung in der Öffentlichkeit

Zeitschriften

Als privilegiertes Schaufenster für die Prospektion mit Metalldetektoren zielen die Schatzjäger-Magazine auf Detektortechnik ab, berichten von historischen

Tatsachen oder Legenden, die dazu gedacht sind, Leserwünsche zu befriedigen. Anfang der 1980er-Jahre haben zwei Fachzeitschriften, angeregt von einem Firmenchef, der gleichzeitig als Redakteur fungierte, die Gelegenheit beim Schopfe gefasst und ein quasi-Monopol erlangt. Die Mitbewerberschaft hat lediglich Aktivitäten entwickelt, die auf andere Produkte angelegt waren (insbesondere Waffen- und Elektronikhändler). Die Beiträge waren von recht schwacher redaktioneller Qualität, und die Titel hatten regelmäßig Bezug zu Neuigkeiten in der Archäologie, wie sie über den News-Ticker von AFP kamen. Um die Seiten auf einfache Weise zu füllen, waren die Leser dazu aufgefordert worden, ihre Fundstücke zu präsentieren, eine Identifizierung der von ihnen gefundenen Objekte anzufordern oder zu suggerieren. Die Leserschaft bekam auch Rubriken mit Ratschlägen zur aktuellen Gesetzeslage geboten und welche Möglichkeiten es gibt, die Gesetze zu umgehen, Tricks und Scheindiskussionen als Reaktion auf Einwände gegen die Prospektion mit Metalldetektoren oder auf Aufforderungen dazu, das Kulturerbegesetz einzuhalten.

Geistiger Diebstahl ist Gang und Gäbe bei diesen Zeitschriften. Man kann hier Artikel finden, die nichts weiter als kopierte Collagen von Online-Enzyklopädien sind, Zusammenfassungen der Klappentexte von Fachbüchern, wenig frisch geschriebene Texte mit hier und da aufgeschnappten Informationen aus zweiter Hand.

Magazine dieser Art bringen keine Artikel mit wissenschaftlichem Charakter. Die Beitragsschreiber sind gleichzeitig die besten Leser. Deren Interesse an der Archäologie beschränkt sich auf die Schatzjagd. Da die Autoren recht überheblich sind, gerät man schnell in ein Netz von Pseudowissenschaftlichkeit. Es wird klar, dass die losen Zügel bei der redaktionellen Präsentation kein Garant für die Qualität des geschriebenen Worts sein kann, geschweige denn der Überlegung oder der Information, wenn einem bewusst wird, dass die Verantwortlichen den Gedanken nähren und stützen, dass die Prospektion mit Metalldetektoren angeblich keinen archäologischen Zweck verfolgt.

Aufgrund der (relativ hohen) Zahl der angebotenen Titel und der relativ geringen Anzahl an Lesern, kann man den Schluss ziehen, dass die finanziellen Interessen bei den kommerziellen Aktivitäten der Firmen zu suchen sind. Die meisten Magazine erscheinen in Auflagen von mindestens 20.000 Exemplaren. Es handelt sich bei jenen um öffentliche Medien, die jedoch perfekt von den Händlern der Branche kontrolliert werden.

Kontrollierte öffentliche Information und Reportagen mit verständnisinniger Leichtigkeit

Jedes Jahr erhalten die lokalen Wochenzeitschriften während der Sommerzeit von einem Unternehmer aus dem Bereich der Prospektion mit Metalldetektoren Pressedossiers, in denen historische Orte präsentiert werden, die Schätze zu bergen versprechen oder wo jene gefunden worden sind. Indirekt vorgehend, beginnt dieser damit, eine Lobrede auf das lokale Kulturerbe zu halten sowie auf die einschlägigen Legenden. Archäologische Stätten und historische Bauwerke werden so als mögliche Ziele suggeriert. Ohne dass eine formelle Korrelation hergestellt werden könnte, kann ein Anwachsen von Zeugnissen für Geschmacklosigkeiten und Plünderungen mit Metalldetektoren im Anschluss an diese öffentlichen Informationen festgestellt werden. Diese Tatsache konfrontiert die lokale Presse mit ihrer verlegerischen Verantwortung.

Das Bild in den TV-Medien ist etwas anders, jedoch ist der Effekt derselbe. Die deutsche Archäologin Gabriele Isenberg hat von ihren Kolleginnen und Kollegen Daten gesammelt, die es sehr gut erlauben, eine Relation herzustellen zwischen dem Anwachsen der Plünderungen der Grabungsstätten während des Sommers und der Spitze an Reportagen, die die archäologische Prospektion mit Metalldetektoren favorisiert.

Die Händler von Metalldetektoren gestehen ein, dass jede Reportage zu diesem Thema einen Anstieg der Verkaufszahlen nach sich zieht. Für den Profit wird die Öffentlichkeit also desinformiert. Die von den Fernsehsendern ermöglichte Sendezeit ist so inter-

essant, dass die Händler sich bei den Reportagen selbst gern in Szene setzen. Aus ihren Reden kann man heraushören, dass diese Aktivität es ihnen selbst oder ihren Kunden ermöglicht habe, 2.000 oder 3.000 Euro, ja sogar 9.000 Euro zu „sammeln“. Das sind somit zusätzliche Einkünfte, die durchaus besagen, dass sich so ein Detektor recht schnell amortisiert. Familien- und Kinderbilder sind ebenfalls sehr populär, um die Unbedenklichkeit dieser Aktivitäten zu unterstreichen und die erzieherischen Tugenden auf den Irrweg zu führen. Jedoch welche letztendlich?

Unter den TV-Beiträgen, die solche reißerischen Reportagen auf den französischen TV-Kanälen regelmäßig immer wieder ausstrahlen, sollten die Sendungen „100 % Mag“ auf Kanal M6 vom Mai 2008, oder „Les Grandes Enigmes du Passé (Die großen Rätsel der Vergangenheit)“ auf France 2 (18. Juni 2005), oder „Combien ça coûte (Was das kostet!)“ auf TF1 (Februar 2009) und andere mehr nicht unerwähnt bleiben ... In einer anderen Kategorie hat die Sendung „C' dans l'Air (s' ist auf Sendung)“ auf France 5 (30. Dezember 2008) klar eine Lanze für diejenigen Unternehmer gebrochen, die Prospektion mit Metalldetektoren betreiben, allerdings immer unter dem Blickwinkel des Freizeitvergnügens, ohne Rücksicht auf das Gesetz und mit einem gefährlichen Spagat zwischen archäologischer Wissenschaft und vandalischer Plünderung. Die Sendung „Thalassa“ auf France 3 (11. Februar 2011) setzte ein Team von Strandräubern nach dem Zweiten Weltkrieg in Szene, das eine britische Spitfire wieder flottmacht. Die Leiche des Piloten wurde dabei in eine Kiste verfrachtet und in der Reportage in einer für eine Dokumentation unangebrachten Weise präsentiert!¹¹

Diese relativ klare Strategie wurde 1995 vom Kulturminister auf eine Anfrage des Abgeordneten Henri de Richemont zu Metalldetektoren wie folgt herausgestellt¹²: „Die Händler dieser Geräte und die einschlägigen Fachzeitschriften konzentrieren sich bei ihrer Argumentation im Wesentlichen auf den Verkauf ihrer Artikel bzw. auf die Förderung der Suche nach Mün-

zen und Schätzen, wobei sie so weit gehen, dass sowohl der archäologische Kontext wie auch das private Eigentumsrecht ignoriert werden [...].“

Warum mit Metalldetektoren arbeiten?

Im Herzen des Widerspruchs

Unter den grundlegenden Argumenten, die die Befürworter der archäologischen Prospektion mit Metalldetektoren anführen, haben wir nun erfahren, dass Tausende Euro in der Natur verstreut sein sollen, und dass, ausgehend davon, „diejenigen, die auf der Suche nach diesen Euro sind“, kein Interesse an archäologischen Objekten haben. Jedoch sind die archäologischen Objekte konkret beim Lesen der Ausgrabungsführer, der Fachpresse, der Internetseiten und -foren, in den Handelssparten und der Werbung selbst und auch nach den Aussagen derjenigen, die sich mit diesem Hobby befassen, ständig präsent. Die Nutzer von Metalldetektoren erforschen ergo ganz klar archäologische Objekte, die sie sogar in ihre Sammlung einverleiben können. Deshalb qualifizieren sie selbst nicht selten ihre eigenen Aktivitäten als „Hobbyentdeckungen“. Dieser Begriff wurde von den Händlern eingeführt und hat keinerlei rechtliche Bedeutung. Sehen wir uns eine andere Ministererklärung an: „Hobbyentdeckungen [...] werden häufig von versierten Schatzjägern gemacht, um die gesetzlichen Zwänge zum umgehen¹³.“ Gesellschaften, wie die FNUDEM¹⁴, rufen nach einer Forschung nach verlorenen Objekten, während ihre Mitglieder es mehr auf mobile Güter abgesehen haben, die interessant für Historiker und Archäologen sind.

In den zurückliegenden Jahren sind zahlreiche Vereine und Gesellschaften nach dem Gesetz Nr. 1901 gegründet worden, mit der Maßgabe, Kulturstätten von Verschmutzungen zu befreien oder Kulturgüter zu erschließen. Einige dieser Vereinigungen schlagen in der Tat vor, Hilfe beim Auffinden von verloren gegangenen Kulturobjekten zu leisten oder Flächen zu säubern, indem sie metallische Reste aufspüren, die unter der Erde verborgen sind. In Wirklichkeit tarnen

diese eigennützig handelnden Individuen ihre Erschließungsgrabungen mit Metalldetektor, die sie in sozialen Netzen und auf Foren der Detektorfreaks organisieren, indem sie in Mode gekommene Schlüsselwörter benutzen (Suche nach Gütern des Kulturerbes, Säuberung der Umwelt). Somit werden auf diskretere Art zahlreiche Plünderungsaktivitäten fortgeführt.

Es gibt recht viele Anwender von Metalldetektoren, die sich eine Ausrüstung zulegen und ihre Aktivitäten in der Hoffnung beginnen, aufgrund der verheißungs-

vollen Reklame für diese Geräte den großen Schatz ihres Lebens zu finden. Oftmals werden sie auch durch ein Mitglied aus ihrem Internet-Forenkreis angeregt, oder sie werden von versierten Händlern an der Hand geführt oder auf Vereine und Gesellschaften verwiesen, von denen solche Unternehmungen ausgehen. Dabei gehen sie ohne Gewissensbisse vor, denn der Gesetzesbruch, den sie begehen – sofern sie sich dessen überhaupt bewusst sind – ist bereits durch die überall vorhandene Werbung regelrecht banalisiert worden. Daraus folgt, dass die

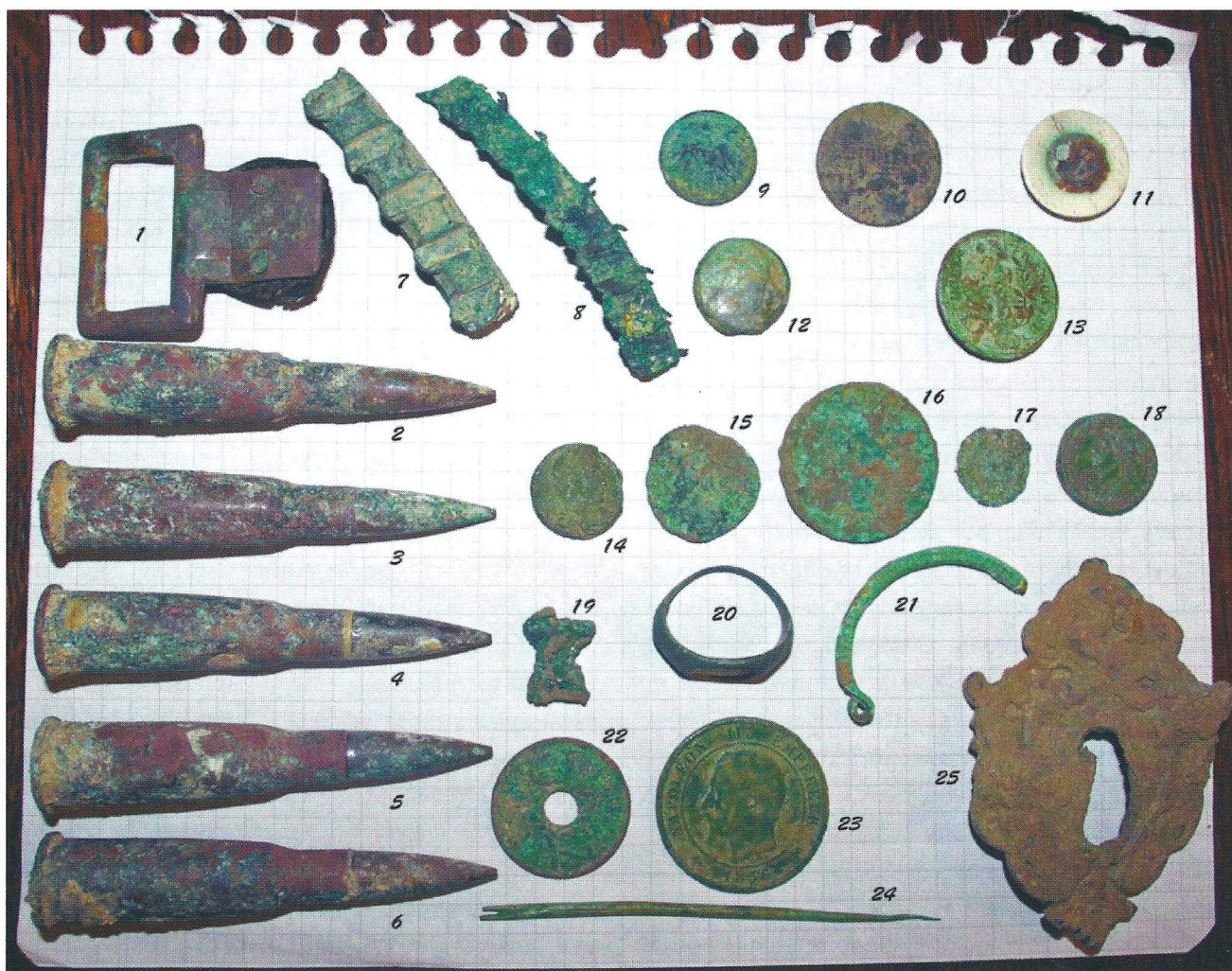


Abb. 1: Diebesgut aus einem „Beutegang“: 1. Ring einer militärischen Gerätschaft mit Leder-element; 2.-6. Gewehr-munition Lebel (1914-1918); 7.-8. Gürtel von abgezogenen Granaten; 9. Geldstücke (Pfennige) von 1915; 10. 50 Centimes; 11. Knopf, Horn und Metall; 12. Gallische Münze; 13. Uniformknopf (III. Republik); 14.-18. Gallo-römische Münzen, oberes und unteres Empire; 19. Fibelfragment mit Pfauenschwanz; 20. Antiker Silberring; 21. Fibelbogen, gallo-römisch; 22. Durchbrochenes Stück aus der Zeit unserer Großmütter; 23. Münze aus der Zeit Napoléon III.; 24. Gallo-römische Nadel; 25. Schlossapplikation, 18. Jahrhundert (DR).

Prospektion mit Metalldetektoren zu Plünderungszwecken eine Aktivität ist, die nicht das hält, was sie verspricht, sondern schnell ermüdet und zudem undankbar ist: Der erhoffte Schatzfund bleibt meistens eine Vision (Abb. 1). Dennoch kann diese Art Hobby auch zu einer Manie werden, genährt durch einige wenige Funde und Entdeckungen von einiger Bedeutung, die über die Kanäle publiziert werden, von denen wir bereits gesprochen haben. Motor dabei ist der Forschungstrieb, die Gefühle, die sich einstellen, sobald ein Fund gemacht worden ist, und die man miteinander teilt. Eine hübsche Kollektion oder ein seltenes Objekt erheischt Respekt und Bewunderung im Kreise der Sondengänger, ebenso, wie das akustische Signal des Detektors Begeisterung auslösen kann: Letztendlich geht es darum, Vergnügen zu finden und sich selbst als Person aufzuwerten, ohne sich wahrhaft dessen bewusst zu werden, dass ein Teil des gemeinsamen Kulturerbes aus dem Boden geholt und zerstört worden ist.

Typologie der Schatzgräber mit Metalldetektor

Häufig werden Strandpächter als Schatzsucher präsentiert, die keinen Einfluss auf das kulturelle Erbe ausüben. Jedoch sind die Strände nicht einfach nur große, von Urlaubern sehr geschätzte Sandflächen: Im Verlauf der Jahrhunderte hat sich die Küstenlinie verschoben, und sie ist zuweilen auch Siedlungs- und Wirkungsstätte von Menschen gewesen. Somit kann man nicht einfach die Vorstellung gelten lassen, dass ein Strand ein Ort ohne jegliche archäologischen Überreste wäre. Nur um ein Beispiel zu nennen: das Museum von *Etaples-sur-Mer* hat ein Plakat aufgestellt, das auf das Problem der archäologischen Prospektion mit Metalldetektoren am Strand aufmerksam macht, und hat dazu eine lehrreiche Anekdote auf dem Plakat angebracht:

Erbitterter Kampf um einen Nagel ...

„Man schrieb das Jahr 2005. Am Strand von Tardinghen (Pas-de-Calais) ist ein Stück von einem Schutzschild (Einfassung über der Brücke, die eine Art Brüstung bildet) eines gallo-römischen Schiffes

angespült worden, das auf das 2. Jh. n. Chr. datiert wurde und im Strandtorf konserviert war. Kurze Zeit zuvor war dieses gute Stück mit einem Spaten beschädigt worden, als ein Schatzsucher mit Metalldetektor sich daran zu schaffen machte: Die Nägel, mit denen das Stück befestigt war, hatten zweifelsohne ein Signal im Detektor ausgelöst. Es ist durchaus möglich, dass der gute Schatzsucher sich nicht einmal bewusst war, dass er ein unschätzbares Kulturgut, das im Strandsand verschüttet war, für immer zerstört hatte.

Sie haben diesen Ausstellungsraum besucht, und sie haben gesehen, wie selten archäologische Fundstücke aus dem Meer sind: Jedes einzelne entdeckte Stück könnte dazu führen, dass wir unsere Erkenntnisse über jene Zeiten komplett neu formieren müssen, wie eben jenes Fragment der Brustwehr, deren Brüstung durch eine Methode befestigt war, wie er bis dato im Kontext der atlantischen Schiffbauerei nicht bekannt gewesen ist. Wir möchten Sie dazu anregen, wachsam gegenüber eventuellen Schatzsuchern am Strand zu sein, denn jeder unqualifiziert geführte Spatenstich in den Sand könnte dramatische Folgen für unser heutiges Wissen haben. Da es keine Möglichkeit gibt herauszufinden, was nun das Detektorsignal ausgelöst hat, und ehe das große Wühlen im Sand weitergeht (das durchaus langwierig sein kann und ... illegal ist!), wäre es besser, die Finger von diesem zerstörerischen Zeitvertreib zu lassen.“

Kommen wir nun zu den Profis oder Halbprofis unter den Plünderern. Allein oder in kleinen Gruppen zögern sie keinen Moment, um ein ganzes Gebiet zu plündern oder den Boden auf Hunderten von Kilometern aufzuwühlen, um die Kosten für die Anreise zu dieser anvisierten Stätte wieder hereinzubekommen. Nicht selten verfügen sie über leistungsfähige Technik, obwohl ein Detektor von mittlerer Bandbreite durchaus ausreicht, um eine archäologische Fundstelle komplett zu verwüsten. Prähistorische und antike Heiligtümer sind recht häufig im Fadenkreuz dieser Gangs.

Der Fall einer Razzia auf Schatzgräber in einer antiken Siedlung in Mâlain im Burgund im Jahre 2008 ist

hier recht illustrativ. Die beiden Schatzgräber sind von einem Freizeitarchäologen und Kräften der Polizei des Nachts um 01.00 Uhr überrascht worden. Eines der eingesetzten Geräte war ein Bodenradar, Preislage etwa 18.700 Euro. Die Schatzsucher kamen aus dem Norden von Frankreich, während der Ort, an dem sie bei ihrem Treiben in flagranti erwischt wurden, 400 km von ihrem Wohnort entfernt liegt. Plünderer dieser Art stehen häufig in Verbindung mit Antiquitäten- oder Münzhändlern. Einige von ihnen versuchen auch zuweilen, ihre Funde an Museen zu verhökern.

Archäologische Fundstätten werden auch während staatlich genehmigter Ausgrabungen, sei es bei Forschungs- oder Rettungsgrabungen, regelmäßig geplündert. Zwei Beispiele seien dafür repräsentativ genannt, und zwar der Fall von Villeneuve-sur-Yonne im Burgund und derjenige von Noyon im Departement Oise. In Villeneuve-sur-Yonne hat ein Netzwerk von heimlichen Schatzgräbern mehrfach und über viele Jahre hinweg eine Grabungsstätte auf einer riesigen gallischen Befestigungsanlage, einem Oppidum,



Abb. 3: Dokumentation, 20 h, von France 2, Fernsehbeitrag mit Stéphanie Pérez, nach der Plünderung der Grabung Noyon (Oise), archäologische Prospektion, INRAP, Februar 2011.



Abb. 2: Kopf des Silenos, Bronze, Fragment einer Metallvase bzw. einer *Oinochoe* vom Typ Kelheim, Ende 2. Jh. v. Chr., gehoben 2003 durch illegale Plünderer auf dem Oppidum von Schloss Villeneuve-sur-Yonne, Burgund, unter Tausenden von Gegenständen (Münzen, Fibeln, Scheiben), die heute verstreut sind.

heimgesucht, das in mehrere Grabungskampagnen unter der Leitung von J.-J. Grizeaud wissenschaftlich untersucht wurde. Mehrere Tausend Objekte konnten Anfang des neuen Jahrtausends zu Tage gefördert werden, davon konnten einige Fundstücke erst im Rahmen einer vom Autor (J.-J. Grizeaud) durchgeführten Untersuchung wiedererlangt werden (Abb. 2).¹⁵ Die umfangreichen illegalen Plünderungen auf einer archäologischen Fundstelle in Noyon, die im Februar 2010 während einer archäologischen Untersuchung des Institut national de recherches archéologiques préventives (Inrap) unter Leitung von Jean-David Desforges (Abb. 3) festgestellt werden mussten, führten sogar zu einem offiziellen Kommuniqué des damaligen Kulturministers Frédéric Mitterrand sowie des Präsidenten des Inrap, Jean-Paul Jacob¹⁶. Diese beiden Fälle sind Gegenstand von gerichtlichen Klagen geworden, die aber leider ohne brauchbares Ergebnis abgeschlossen wurden!

Plünderungen der Schlachtfelder (1914-1918 und 1939-1945)

Ein erheblicher Teil der Detektorgänger, nach kürzlich erfolgten Schätzungen mindestens 40 %¹⁷, hat sich prinzipiell oder ausschließlich auf militärische Artikel spezialisiert, wie Munition, Waffen, Insignien, Panzerwracks und diverses Kleinmaterial. Ihre Recherchen betreiben sie an Stätten, die dem Gedenken an die Opfer des Krieges geweiht sind, auf Schlachtfeldern oder an Orten der Einquartierung.¹⁸ Sehr häufig zerstören sie die Kriegsgräber, um kleine Metallgegenstände daraus zu bergen, die den bestatteten Soldaten beiliegen, wie Knöpfe oder Erkennungsmarken (Abb. 4). Diese Individuen setzen

sich sogar der Gefahr aus, dass sie einer Detonation zum Opfer fallen, denn das Aufspüren von solchen Gegenständen kann durchaus tödlich enden. Regelmäßig berichtet die lokale Presse von Unfällen durch Explosion von Blindgängern.

Im September 2009 ist z. B. ein Angestellter eines Autofriedhofs beim Entschärfen von Granaten aus dem Jahre 1944 tödlich verletzt worden. Wir haben daraufhin Kontakt mit der Journalistin der Zeitung „Ouest-France“ aufgenommen, die mit dem Artikel beauftragt war. Sie sagte uns, dass es sich letztendlich dabei um einen Schatzsucher mit Metalldetektor handelte.

Im März 2009 hat es einen anderen „Hobbyentschärfer“ erwischt, der bei sich zu Hause mit einer Granate



Abb. 4: 9 Französische Soldaten (3 identifiziert) des 240. I.R., gefallen am 25. August 1914 bei der Schlacht von Warcq-Etain, Gemeinde Boinville-en-Woëvre (Meuse). Gefallen durch Gewehr-kugeln aus einem Mausergewehr. Massengrab, kürzlich zu 60 % geplündert.

gespielt hatte. Nach seinem Tode hat es mehrere Tage gedauert, bis schließlich sämtliche Munition, die dieser Schatzsucher mit Metalldetektor im Bois de Bastogne aufgespürt und bei sich zu Hause angehäuft hatte, beseitigt war.

In Frankreich sind solche Beispiele recht zahlreich. Bis heute hat es im Mittel fünf Todesfälle direkt bei der Ausgrabung von Munition gegeben, die mit einem Metalldetektor aufgespürt worden ist¹⁹. Anordnungen der Präfekturen verbieten vielerorts die Prospektion mit Metalldetektoren, so in der Picardie, im Umfeld von Verdun (Meuse) oder an den Stränden der Normandie, wo die amerikanischen Truppen an- gelandet sind.

Die Bestimmung geplündelter Objekte

Beschädigung und Zerstörung

Die Anzahl der geplünderten und geraubten Fund- objekte kann in Zahlen nicht wiedergegeben werden. Allerdings ist eine Schätzung möglich, ausgehend von der wahrscheinlichen Anzahl von Personen, die Metalldetektoren einsetzen. Eine Schnittmenge aus mehreren Datenquellen ergibt in etwa 10.000 Perso- nen. Wenn nun jedes dieser Individuen jede Woche ein Objekt zu Tage fördert, wären das 520.000 illegal geförderte metallische Artefakte pro Jahr. Zudem ist bekannt, dass jeder Schatzsucher mehrere Dutzend Objekte pro Suchgang heben kann, und das über mehrere Tage hintereinander. Wenn die Fundstü- cke, die zum Fundzeitpunkt als uninteressant einge- schätzt werden, nicht an Ort und Stelle weggeworfen werden, könnten sie fotografiert und zur Identifizie- rung angeboten werden. Schlimmstenfalls werden sie verkauft oder zerstört, wie mehrere Beispiele be- legen.

Ein Schatzjäger aus Lugny im Burgund hat zum Spaß Bleibarren aus gallo-römischen Fundstücken bzw. Fundfragmenten gegossen. In einem anderen Fall haben sich die Übeltäter nach der nicht gerade durch archäologisches Interesse inspirierten Plünderung der Grabungsstätte von Tour aux Féés in Allonnes, Departement Maine et Loire, der „großen Blechstrei-

fen“ aus verrostetem Eisen, die sie gefunden haben, einfach so entledigt. Dabei handelte es sich um anti- ke Wurfspere.

Durch die Natur der ausgegrabenen Objekte selbst, die chemisch gesehen oft ein Gleichgewicht mit dem sie umgebenden Milieu erreicht haben, nehmen Son- dengänger an, sie müssten diese restaurieren. Mehrere professionelle Restauratoren berichten, dass sie regelmäßig von Plünderern um Rat gefragt werden. Allerdings sind diese Praktiken insgesamt gesehen katastrophal. Im Sommer 2009 wollte ein Schatzsu- cher aus dem Departement Somme scheibenförmige prähistorische Bronzebarren mit einer Schleifma- schine wieder auffrischen bzw. reinigen. Die „alten Hasen“ raten nicht selten den „Neulingen“, alle mög- lichen Fundstücke mit Elektrolyse zu behandeln, egal, ob Schlüssel aus der gallo-römischen Zeit oder Waffen und Munition aus dem Jahre 1944.

Reinigungsmittel für Metalle, deren Korrosion auf mo- lekularer Ebene irreversibel ist, werden häufig dazu genutzt, den Fundstücken neuen Glanz zu verleihen. Man kann sich aber durchaus auch dafür entschei- den, Fälschungen herzustellen. Tatsächlich sind die französischen Internetseiten der Online-Shops seit einiger Zeit übervoll von Verkaufsanzeigen für ge- fälschte antike Gegenstände, die irgendwo aus Staa- ten des Ostens kommen. Der Markt wurde angeregt durch die Verkaufserfolge von echten antiken Gegen- ständen. Allerdings kann das Angebot die Nachfrage beim besten Willen nicht befriedigen. Somit sind die Fälschungen eine der Möglichkeiten, um den Markt zu sättigen. Es ist übrigens nicht sonderlich kompliziert, eine Gussform aus Silikon für eine Statue herzustellen und die Fragmente von anderen Gegenständen ein- zuschmelzen, um diese herzustellen. Die Prospekti- on mit Metalldetektoren auf Gedenkstätten macht es auch möglich, sich altes Material zu besorgen und an- schließend Fälschungen von Gebrauchsgegenstän- den aus den Schützengräben herzustellen.

Wenn die Auswirkungen für die archäologische For- schung auch minimal sind, so sind sie im Bereich der Fälschungen durchaus ernsthafter, zumindest aber für Geschäfte, wo – insbesondere angesichts von

Objekten mit einem hohen ästhetischen Wert, wie Darstellungen von Gottheiten oder seltene Münzen – Zweifel angebracht sind.

Der Handel mit den aufgespürten Objekten

Es sei nicht vordergründiges Ziel der Anwender von Metalldetektoren, ihre Fundstücke zu verkaufen – wie sie selbst behaupten, ohne dass man das so richtig glauben kann. Zumindest könnten sie der Versuchung erliegen, ausnahmsweise dieses oder jenes oder aber ein Stück, das sie doppelt in ihrer Sammlung haben, zu verkaufen, wenn die Not sie dazu zwingt oder damit sich ihr kostspieliger Metalldetektor amortisiert. Diese Versuchung ist der Ursprung für die Verbreitung zahlreicher kleinerer Antiquitäten auf dem Markt. Die Möglichkeiten des Verkaufs über einen Online-Shop geben diesen Vorhaben noch mehr Auftrieb. Der Weiterverkauf von „musealen“ Gegenständen liegt quasi systematisch ebenso im Bereich des Angestrebten. Es existiert eine echte Korrelation zwischen dem Numismatikmarkt und dem Markt für Metalldetektoren. Bereits 1993 hatte McFadden eingeschätzt, dass 80 % der antiken Münzen, die weltweit zum Kauf angeboten werden, aus illegalen Grabungen aus den letzten mindestens dreißig Jahren stammen²⁰. Heute kommt, angesichts der Plünderungen von Grabungsstätten in den Staaten Osteuropas, die eine regelrechte Explosion erfahren, kombiniert mit dem vereinfachten Austausch der Funde, den das Internet bietet, der Gedanke auf, dass der Anteil deutlich größer sein muss.

Die Sammel- und Antiquitätenbörsen, einschließlich der zahlreichen Mineralien- und Fossilienmessen, sind Anlaufstellen für Käufer und Verkäufer von Gegenständen aus Plünderungen mit Metalldetektor. In mehreren Fällen bestätigen ehemalige Mineralienhändler, dass sie auf Artikel ausgewichen sind, die von der archäologischen Prospektion mit Metalldetektoren stammen, weil ihr Markt gesättigt wäre und die Konkurrenz zu groß sei. Der verbindende Punkt zwischen den beiden Quellen besteht darin, dass sie in Reichweite derer liegen, die wissen, wo man sie suchen muss.

Was den Austausch über das Internet betrifft, so ist ein großer Teil des Marktes bei „ebay.fr“ konzentriert. Es sind mehrere Studien in den Nachbarländern zu den dortigen Ebay-Seiten geführt worden. Eine 2007 von H.-M. von Kaenel geführte deutsche Studie²¹ hat gezeigt, dass 170.000 antike Stücke aus dem Viminacium innerhalb von weniger als zwei Jahren über denselben Fehler auf der deutschen Ebay-Plattform angeboten worden sind. Diese Internetseiten werden von Millionen von Mitgliedern der Ebay-Community besucht, und gewisse Kategorien von Fundobjekten, die in Sammlungen integriert werden können, finden leicht Abnehmer. Auf der französischen Plattform sind es nach Münzen und Fibeln vor allem Bronzebeile, die reißenden Absatz finden.

Schließlich sollte man sich aber dennoch nicht der Illusion hingeben, dass das Internetangebot dermaßen signifikant sei. Auf diesem Gebiet ist das Internet ein Prisma, das schwer zu fassen ist. Die Anzahl der zum Kauf angebotenen Gegenstände, wenn diese denn in ihrem wahren Ausmaß überhaupt festgestellt werden kann, lässt es nicht zu, die Größenordnungen zu erfassen, die der Plünderung unterliegen. Das, was über das Internet angeboten wird, ist sicher nur ein kleiner Teil dessen, was in illegaler Weise vor Ort gestohlen wird.

Kann die Lage verbessert werden?

Kooperation zwischen den Schatzgräbern mit Metalldetektor und den Archäologen?

Aus diversen Gründen beteiligen sich Archäologen gegenwärtig daran, Informationen zu sammeln, die von den illegalen Nutzern von Metalldetektoren kommen, zumindest solche Informationen, die diese gern mitteilen wollen. Die illegalen Schatzsucher verleihen auf solche Weise diesen Informationen den Status von wissenschaftlichen Daten. Wenn auch diese Haltung in einigen Fällen eine Reaktion auf die Machtlosigkeit angesichts der Plünderungen der zu erforschenden Grabungsstätten ist, sollte hervorgehoben werden, dass sie in anderen Fällen kein Geheimnis daraus machen, dass sie die eigent-

lichen Informationen direkt aus der Prospektion mit Metalldetektoren herausziehen, um der Problematik ihrer eigenen Arbeiten Nahrung zu geben. Diese freiwilligen oder aufgezwungenen Beziehungen sind das, was der Diskurs der Prospektion mit Metalldetektoren als Kooperation bezeichnet und was diese als Regel sieht, die es, wenngleich auch nur extrem marginal, zu verallgemeinern gilt.

Um im Milieu der Hobby- und Profiarchäologen akzeptiert zu werden, geben die Fürsprecher der Prospektion mit Metalldetektoren vor, einen „Verhaltenskodex“ installieren zu können oder zu einer vorgeblichen Gewissenhaftigkeit aufrufen zu wollen, die die scheinbar logische Folge ihrer Hobbyleidenschaft wäre. Wie jedoch die enttäuschenden Erfahrungen in Großbritannien bezeugen, funktionieren die berufsethischen Satzungen, um das Aufspüren von Schätzen mit Metalldetektor zu kontrollieren, schlecht. Der britische Archäologe Paul Barford hat bereits gezeigt, dass diese Systeme Gegenstand von unkontrollierbaren Entgleisungen sind.

Solchen Vergleichen zuzustimmen würde bedeuten, deren Folgen zu ignorieren. Ist es besser, zu kooperieren oder einen festen Standpunkt zu wahren? Sollte man die Prospektion mit Metalldetektoren akzeptieren, während sie mit dem System zum Schutz des archäologischen Erbes in Widerspruch gerät? Auch dann, wenn sie sich in ihrem Wesen selbst der archäologischen Wissenschaft entgegenstellt? Zu diesen Fragen hat die überwiegende Mehrheit der zu diesem Problem konsultierten Archäologen bestätigt, dass sie kein Verlangen danach haben, eine Kooperation diesbezüglich einzugehen, unabhängig davon, welche Form diese auch annehmen mag. Viele Archäologen lehnen es regelrecht ab, die von illegalen Schatzsuchern gefundenen Stücke zu registrieren, um nicht den Eindruck zu erwecken oder zu nähren, ihren Aktivitäten Vorschub zu leisten.

Generell ist die Kooperation zwischen Archäologen und „Detektorgängern“ schlecht angesehen und wird häufig kaschiert. Es ist in der Tat offensichtlich, dass die Angaben, die aus diesem Informationsaustausch resultieren, nicht zuverlässig sind. Die Skepsis sollte

in der Sorge um die Ethik und die Integrität Einfluss auf die Herkunft der Millionen von Gegenständen nehmen, die Jahr für Jahr ohne jedwede Methodik, sei es eine problematische oder eine konventionelle, gehoben werden.

Die wenigen Annäherungen, die gegenwärtig stillschweigend oder offiziös gemacht werden, und die die Vereinigungen der Metalldetektoranhänger als kooperativ qualifizieren, stellen eine Bedrohung dar, denn sie stellen eine Ermutigung zur Erschließung von archäologischen Fundstätten durch jeden und auf jede erdenkliche Art und Weise dar. Diese Metalldetektorprospektion ist ein wahres Trojanisches Pferd, denn diese Praxis tritt in Widerspruch zu den primären Zielen der Archäologie, wie sie in Frankreich allgemeiner Konsens sind. Die Archäologie kann es sich nicht leisten zu gestatten, dass im Übermaß „Daten“ verwendet werden, die aus illegalen Grabungen stammen. Sämtliche Objekte, die aus ihrem Kontext gerissen werden, können nicht als garantiert zuverlässig angesehen werden, jedoch können sie durchaus legitim als verloren für die Forschung gelten. Diese Objekte, die plötzlich in der Literatur auftauchen, bringen rein wissenschaftlich nichts. Jeder Bezug darauf würde die Schlussfolgerungen negativ beeinflussen, verbiegen, wie auch die Datierung und die Forschungen für künftige Arbeiten.

Die Rolle der Archäologen und der archäologischen Verbände auf lokaler Ebene

Im Kampf gegen die illegalen Forschungen erscheint die mediative Arbeit der örtlich gut eingeführten Archäologen unabdingbar. Leider ohne dass Plünderungen ganz verhindert werden können, erlaubt diese, den Eigentümern der Geländeflächen, die archäologische Relikte enthalten, ihre Verantwortung bewusst zu machen, sowie auch deren Nachbarn und den gewählten Abgeordneten, um so ein Minimum an Wachsamkeit sicherzustellen.

Archäologen, die zum Beispiel im Rahmen einer Aufnahme archäologischer Fundstellen tätig sind, und

die wahrhaft an der Schwelle zu neuen archäologischen Erkenntnissen in einem gegebenen Gebiet stehen, spielen eine wichtige Rolle bei der Sensibilisierung der Öffentlichkeit. Sie können dabei punktuell oder in überwachter Form Personen in ihre Arbeiten einbinden, die Interesse an der Archäologie haben. Allerdings ist das eine langfristige, aber zugleich auch sehr verdienstvolle Arbeit.

Es scheint geboten, dass die örtlich engagierten Archäologen, insbesondere diejenigen, die in den Vereinen und Verbänden fachkundig tätig sind, in ihrer Tätigkeit von den Services régionaux d'archéologie (SRA; vergleichbar den deutschen Landesämtern für Denkmalpflege/Archäologie), die den Staat und die Kommunen repräsentieren, ermutigt und unterstützt werden.

Diese Synergieeffekte haben zum Ziel, das archäologische Erbe nachhaltig zu schützen. Es kann nur wünschenswert sein, dass archäologische Fachverbände und Vereine als zivile Partei bei Prozessen gegen die Plünderer mit einbezogen werden.

Mit dem doppelten Ziel, Plünderungen festzustellen und gegen diese vorzugehen, haben sich die Mitglieder des Vereins HAPPAH „Stoppt die Plünderung“ im gesamten Land vernetzt. Zusammen mit anderen Vereinen, die sich der archäologischen Forschung und dem Schutz des historischen Kulturerbes verschrieben haben, oder mit hauptamtlichen Archäologen ermöglichen die Außenstellen in der Region bzw. im Departement eine Vernetzung der Akteure unter dem Motto „Stoppt die Plünderung“. In Frankreich ist die Gesellschaft für Archäologie und Landesgeschichte von Lorient ein gutes Beispiel dafür.

Weitere Kontakte gibt es auch auf europäischer Ebene (u. a. Großbritannien, Portugal oder Luxemburg) wie auch auf internationaler Ebene, insbesondere mit einer 2008 gegründeten Außenstelle in Mauretanien sowie durch andere Mitglieder, die ihre wissenschaftliche Mission in anderen Ländern der Welt wahrnehmen.

Schlussfolgerungen

Wenn es sich bei diesem Artikel auch nur um einen kurzen Abriss zu den Problemen handelt, die von Plünderungen durch die Prospektion mit Metalldetektor hervorgerufen werden, haben sich die grundsätzlichen Wurzeln der zunehmenden Plünderungen archäologischen Kulturguts in jedem Falle weiter herausgebildet. Die seltenen Gerichtsverfahren, wie das von Richter Launoy, illustrieren, wie das Gesetz, das die Suche mit Metalldetektoren streng reglementiert, anzuwenden ist. Oft werden die Verfahren jedoch eingestellt. Aufgrund der unzureichenden Anwendung des Gesetzes finden sich die Archäologen mit einer verschwindend kleinen öffentlichen Minderheit konfrontiert, die darauf beharrt, dass auch sie das Recht hätte, sich mit Archäologie zu befassen wie es ihr gutdünkt, oder, anders gesagt, sich illegal der Archäologie zu widmen, und zwar den Plünderungen der archäologischen Stätten. Die Medien (Presse, TV und Rundfunk) haben sich dieses Sujet zu Eigen gemacht und präsentieren die Sondengänger als die Schatzjäger von heute. Artikel, Augenzeugenberichte und Dokumentationen werten so die Pseudoforscher auf, ohne sich des wahren Problems bewusst zu werden, das seine Ursachen darin hat, dass Gegenstände illegal von den archäologischen Fundplätzen und Grabungsstätten entfernt werden.

Wir haben versucht, die parallele Entwicklung von gesetzlichen Grundlagen und Maßnahmen zum Schutz des verborgenen kulturellen Erbes und der Prospektion mit Metalldetektoren aufzuzeigen. Wenn diese zwei verschiedenen Konzeptionen einander gegenübergestellt werden, kommt dabei heraus, dass gewisse Unzulänglichkeiten ein Ungleichgewicht zu Gunsten der „illegalen Archäologie“ hervorrufen. Ebenso wurde aufgezeigt, dass der ökonomische Sektor des Handels mit Metalldetektoren nur dann überleben kann, wenn ein Sammelbecken von „passionierten“ Ignoranten unterhalten wird. Das Risiko für das archäologische Erbe ist klar identifiziert worden.

Wir sehen es daher als unsere Pflicht an, noch einmal die Anwender von Metalldetektoren darauf hinzuwei-

sen, dass die Metallgegenstände, die sie begehren, im Boden archiviert sind, und dass diese von allgemeinem wissenschaftlichen Interesse sind. Deren „Ausgrabung“ muss im Rahmen einer öffentlichen Mission erfolgen, und die heißt Archäologie. Wenn wir unsererseits nicht darauf reagieren, machen die Detektorgänger mit ihren illegalen Aktivitäten weiter. Auf diese Weise und im Bewusstsein dessen, dass keine Bestrafung droht, nehmen die beschriebenen Verfehlungen an Intensität zu. Es ist nicht nur das archäologische Erbe, das bereits in Gefahr ist, und das dem Totalverlust preisgegeben ist, sondern es ist das gesamte System zum Schutz unseres kulturellen Erbes.

In Frankreich wird sich die Staatsgewalt langsam ihrer Aufgaben bewusst. Staatliche Behörden, die mit dem kulturellen, archäologischen und historischen Erbe, mit Forschung und Archäologie befasst sind, werden ins Leben gerufen. Der 2007 gegründete Verein HAPPAH ist Vorreiter auf dem Gebiet einer solchen Sensibilisierung und scharf heute zahlreiche Anhänger um sich, wovon viele vernetzt sind und aktiv gegen die Plünderungen des kulturellen Erbes durch Sondengänger vorgehen.

In Toulouse, in der französischen Region Midi-Pyrénées, fand am 12. und 13. März 2013 eine Arbeitstagung unter dem Motto „Stoppt die Plünderungen! Wider die reale Bedrohung unseres archäologischen Erbes“ statt. Diese Veranstaltung – es war die erste ihrer Art in Frankreich – unternahm den Versuch, Bilanz zu ziehen. Es sollte aber auch ein Protokoll erarbeitet werden, das eine bessere Sensibilisierung gegenüber dem Problem zum Ziel hatte und das zunächst auf die wissenschaftliche Gemeinschaft ausgerichtet wurde, um die Öffentlichkeitsarbeit für die breite Öffentlichkeit und die Medien besser koordinieren zu können.

Dank

Dieser Artikel beinhaltet Informationen, die aus Angaben gewonnen wurden, die vom Verein „Stoppt

die Plünderung des Kulturerbes (HAPPAH)“ zusammengetragen wurden. Unser besonderer Dank gilt G. Compagnon, Y. Pautrat und A. Schoellen.

Die Herausgeber danken Julian Wiethold für die Mitwirkung an der Übersetzung des Artikels.

Weiterführende Literatur

F. Adam: Etude des sépultures 14/18, in: S. Viller (Hrsg.), Boinville-en-Woëvre et Saint Maurice-lès-Gussainville, Meuse, Barreau Sud de la Déviation Est d'Étain, Occupation multiphasée dans la vallée de l'Orne 3, 3, 6; Rapport d'opération-Fouille archéologique 2005 (Metz 2012) 78-111.

F. Adam, Y. Prouillet: Le pillage des champs de bataille et du patrimoine militaire, in: G. Compagnon (Hrsg.), Halte au pillage (Paris 2011) 167-175.

G. Compagnon et al.: Utilisation des détecteurs de métaux en France : cadre réglementaire, état des lieux et perspectives, Rapport à l'intention du Conseil National de la Recherche Archéologique, HAPPAH, (2009).

J.-D. Desforges: Bulletin de la Société d'Archéologie et d'Histoire du Pays de Lorient, 38, 2009-2010, 7-23.

J.-J. Grizeaud: Vers une sensibilisation des pillages et dégradations archéologiques. Dossiers d'archéologie, n°357, mai-juin 2013 (im Druck).

Bildnachweis

Abb. 1: J.-D. Desforges, HAPPAH, Abb. 2: J.-J. Grizeaud, Abb. 3: N. Kéfi, Abb. 4: F. Adam, Inrap.

Anmerkungen

- 1 Zum Carcopino-Gesetz <<http://www.archeodroit.net/Textes/Terrain/loi1941.html>> (21.03.2013)
- 2 Auszüge aus der Empfehlung 921: „Innerhalb kürzester Fristen die Annahme von Regierungsempfehlungen anzustreben, die darauf gerichtet sind, für die Nutzer von Metalldetektoren ein Genehmigungssystem oder eine Art Immatrikulationspflicht einzurichten.“ „Einen kritischen Standpunkt zu finden, falls durch Werbung oder in anderer Weise archäologische Schatzsuche favorisiert werden sollte.“ Eine „Informationsbroschüre herauszugeben, die die geltenden Gesetze bezüglich Metalldetektoren erklärt und Anweisungen für deren Einsatz gibt, sowie dafür zu sorgen, dass diese Broschüren an jeden Käufer solcher Technik verteilt werden“. „Museen, Archäologen und deren Verbände dazu zu aufzufordern, Kontakte mit den örtlich ansässigen Nutzern von Metalldetektoren einzurichten und zu un-

- terhalten, sowie weitest möglich diesen Personenkreis unter der Anleitung von kompetenten Personen in Grabungsarbeiten einzubinden.“
- 3 § 2 des Gesetzes 89-900 ist Gesetz Nr. 542.2 des Kulturerbegesetzes geworden.
 - 4 Europäische Konvention zum Schutz des archäologischen Erbes (überarbeitet), La Valetta, 16. Januar 1992, Serie Europaverträge 143, Verlag beim Europarat, 1999, 9.
 - 5 Gesetz vom 27. September 1941 zur Reglementierung von archäologischen Grabungen, in Kraft gesetzt durch Anordnung Nr. 45-2092 v. 13. September 1945.
 - 6 „Art.1: Niemand hat das Recht, auf eigenem oder fremdem Gelände Grabungen oder Sondierungen zu dem Zweck vorzunehmen oder zu genehmigen, Bauwerke oder Objekte zu erforschen, die von prähistorischem, historischem oder Kunstinteresse sein könnten. Der Genehmigungsantrag ist an die örtlich zuständige Präfektur zu stellen; darin ist exakt die Örtlichkeit anzugeben, an der die Grabungen erfolgen sollen, deren allgemeines Ausmaß und die ungefähre Dauer der geplanten Arbeiten. Der Minister für Kultur spricht binnen zwei Monaten nach Einreichen des Antrags und gemäß der Meinung der zuständigen konsultierten wissenschaftlichen Organisation, die Grabungsgenehmigung aus, sofern diese erteilt worden ist; gleichzeitig hat dieser die Vorschriften festzuhalten, nach denen die Untersuchungen zu erfolgen haben.“
 - 7 G. Launoy: Fouilles archéologiques – le droit pénal et le droit civil au secours de l’archéologie contre les prospecteurs clandestins, *Droit Pénal* n° 6, Editions du Jurisclasseur, 2002, 4-6, 2002.
 - 8 6 Art. 322-1 *Strafgesetzbuch*.
 - 9 G. Launoy: (wie Anm. 8) 4-6.
 - 10 Um die Direktoren von Publikationen und deren Autoren vor eventuellen Verfolgungen oder Erpressungshandlungen zu schützen, wurden die Namen der Betriebsleiter und ihrer Gesellschaften im Paragraphen nicht genannt.
 - 11 <<http://vimeo.com/29664954>> (18.03.2013).
 - 12 JORF, 14.08.1995, 3520.
 - 13 JORF, 12.12.2006, 12978.
 - 14 FNUDEM: Fédération Nationale des Utilisateurs de Détecteurs De Métaux (Nationale Föderation der Anwender von Metalldetektoren), gegründet 1999.
 - 15 J.-J. Grizeaud: Fouilles clandestines, le patrimoine archéologique en danger, l’exemple de l’oppidum de Château à Villeneuve-sur-Yonne, *Revue La Gazette* 89, 2, 2006, 10-12; J.-J. Grizeaud: Menaces sur notre patrimoine archéologique, des pilleurs sur l’oppidum de Villeneuve-sur-Yonne, *Bulletin de la Société Archéologique et Historique de Villeneuve-sur-Yonne* 37, 2, 2007, 3-12.
 - 16 Halte au pillage 9, 18. Februar 2010 <<http://www.halte-au-pillage.org/infolettre9.php>> (27.03.2013).
 - 17 HAPPAH, Frankreich, 2012.
 - 18 F. Adam: L’archéologie de la Grande Guerre, in: Inrap (Hrsg.), *Apports de l’archéologie à la connaissance du patrimoine militaire*, 2010, 3f.
 - 19 HAPPAH 2012, A. Schoellen.
 - 20 E. J. McFadden: *Numismatic News*, *Minerva* 4, 6, 1993; M. Beckman: *Numismatics and the antiquities trade*, The Celator, Mai, 1998.
 - 21 H.-M. von Kaenel: Gauner, Gräber und Gelehrte, Antikenraub und Archäologie im Lichte der aktuellen Gesetzeslage, Vortrag vom Symposium „Gauner, Gräber und Gelehrte“, *Johann Wolfgang Goethe Universität*, Frankfurt (Main), 2007.

Wir danken den Autoren der Beiträge:

Thomas Becker M.A.
hessenARCHÄOLOGIE am
Landesamt für Denkmalpflege Hessen
Sachgebietsleiter Limes / Bezirksarchäologe

Dr. Frank Both
Archäologe
Donnerschweer Str. 12
26123 Oldenburg

Dr. Marion Brüggler
Landschaftsverband Rheinland
LVR-Amt für Bodendenkmalpflege im Rheinland
Außenstelle Xanten

Thomas Claus
Thomas Claus Medienproduktion
Friedelstr. 30
12047 Berlin

Jean-David Desforges
Präsident des Vereins Happah („Halte au Pillage du
Patrimoine Archéologique et Historique“)
Archéologue SPVL („Services de proximité et vie locale“)
CRAHAM centre Michel de Boüard
UMR 6273 CNRS-UCBN, Caen

Dr. Stefan Flindt
Kreisarchäologe
Landkreis Osterode am Harz
FB IV.6 – Museen und Archäologie

Dr. Jana Esther Fries
Niedersächsisches Landesamt für Denkmalpflege
Bezirksarchäologin Weser-Ems

Dr. Michael Geschwinde
Bezirksarchäologie Braunschweig
Niedersächsisches Landesamt für Denkmalpflege

Dr. Daniel Graepler
Kustos der Sammlungen am Archäologischen Institut der
Georg-August-Universität Göttingen

Jean-Jacques Grizeaud
Institut national de recherches archéologiques
préventives (Inrap)
Direction interrégionale Grand Sud-Ouest
Centre de recherches archéologiques de Saint-Orens
UMR 5608 TRACES, Toulouse

Dr. Henning Haßmann
Niedersächsisches Landesamt für Denkmalpflege
Landesarchäologe und Referatsleiter

Dr. Ulf Ickerodt M.A.
Wissenschaftlicher Leiter
Archäologisches Landesamt Schleswig-Holstein

PD Dr. Jens Lehmann
Geowissenschaftliche Sammlung
Fachbereich Geowissenschaften
Universität Bremen

Julia Linn M.A.
Wissenschaftliche Volontärin (Abteilung Völkerkunde)
Niedersächsische Landesmuseen Oldenburg
Landesmuseum Natur und Mensch Oldenburg

Dr. Helmut Luley
Verband der Landesarchäologen der
Bundesrepublik Deutschland e.V.

Prof. Dr. Torsten Mattern
Fachbereich Klassische Archäologie
Universität Trier

Dr. Julia Obladen-Kauder
Landschaftsverband Rheinland
LVR-Amt für Bodendenkmalpflege im Rheinland

Bernd Rasink M.A.
Niedersächsisches Landesamt für Denkmalpflege
Referat Archäologie
Wissenschaftlicher Koordinator
Grabungsprojekt NEL-Pipeline

Dr. Alfred Reichenberger
Landesamt für Denkmalpflege und Archäologie
Landesmuseum für Vorgeschichte

Dr. Jonathan Scheschkewitz
Landesamt für Denkmalpflege im
Regierungspräsidium Stuttgart

Dr. Bernd Steinbring M.A.
hessenARCHÄOLOGIE am
Landesamt für Denkmalpflege Hessen
Sachgebiet Inventarisierung

Wir danken unseren Leihgebern:

Archäologisches Landesmuseum Baden-Württemberg

Geowissenschaftliche Sammlung der Universität Bremen

Landesamt für Denkmalpflege und Archäologie
Sachsen-Anhalt – Landesmuseum für Vorgeschichte

Landesamt für Geoinformation und Landentwicklung
Niedersachsen, Kampfmittelbeseitigungsdienst

Landschaftsverband Rheinland

Uwe Mertens, Oldenburg

Niedersächsisches Landesamt für Denkmalpflege

Schriftenreihe des Landesmuseums Natur und Mensch, Heft 91

Herausgegeben von Peter-René Becker, Christina Wawrzinek
Niedersächsische Landesmuseen
Landesmuseum Natur und Mensch Oldenburg
Damm 38–44, 26135 Oldenburg

Bibliografische Information der Deutschen Nationalbibliothek

Die Deutsche Nationalbibliothek verzeichnet diese Publikation
in der Deutschen Nationalbibliografie; detaillierte bibliografische Daten
sind im Internet über <<http://dnb.ddb.de>> abrufbar.

© 2013 Landesmuseum Natur und Mensch, Damm 38–44, D-26135 Oldenburg
© 2013 Nünnerich-Asmus Verlag & Media, Mainz am Rhein

ISBN: 978-3-943904-19-2 (Buchhandelsausgabe)
ISBN: 978-3-943904-36-9 (Museumsausgabe)

Gedruckt bei: impress media GmbH, Mönchengladbach

Inhaltsverzeichnis

Gabriele Heinen-Kljajic Grußwort	7
Peter-René Becker & Christina Wawrzinek Vorwort der Herausgeber	9
Frank Both Der archäologische Befund und seine Bedeutung	11
Ulf Ickerodt Mythos Grabräuber, Abenteurer und Raubgräber	19
Henning Haßmann „Schon was gefunden?“ Vom unglücklichen Begriff „Schatz“	31
Michael Geschwinde Schlachtfeldarchäologie: Forschung mit der Metallsonde am Harzhorn	35
Bernd Rasink Der Goldhort von Gessel. Ein geschlossener Fund beflügelt die archäologische und naturwissenschaftliche Forschung	41
Henning Haßmann Das große Geschichtspuzzle. Die Suche nach unserer Vergangenheit interessiert alle – daher gibt es Regeln!	53
Stefan Flindt Die Lichtensteinhöhle bei Osterode am Harz – eine Raubgrabung zwingt zum Handeln	61
Jonathan Scheschkewitz Raubgräber und Sondengänger in Baden-Württemberg	69
Helmut Luley Pragmatischer Umgang mit der Schatzsucher- und Raubgräber-Szene im Rheinland	77
Alfred Reichenberger Der geraubte Himmel – Die abenteuerliche Fundgeschichte der Himmelscheibe von Nebra	85

Marion Brüggler & Julia Obladen-Kauder Raubgräber und beraubte Gräber: Das Beispiel Südfriedhof von Asciburgium, Moers, Kr. Wesel (NRW)	93
Thomas Becker & Bernd Steinbring Der Gesellschaft gestohlen – Raubgrabungen in Hessen	101
Jean-David Desforges & Jean-Jacques Grizeaud Plünderungen archäologischer Fundstellen in Frankreich und der illegale Einsatz von Metalldetektoren	111
Daniel Graepler Italiens Kampf gegen Raubgrabungen und illegalen Antikenhandel	129
Torsten Mattern Antikenschutz und Raubgräbertum in Griechenland	137
Jens Lehmann Raubgrabungen in der Paläontologie – Fossilien im Spannungsfeld zwischen Wissenschaft und Kommerz	147
Julia Linn Grabraub gleich Grabraub? Ein Argument für die ethnologische Perspektive bezüglich des Grabraub-Phänomens	159
Thomas Claus Markt versus Deutung. Kunsthandel im Konfliktfeld illegaler Archäologie	167
Helmut Luley Die Arbeit der Kommission „Illegale Archäologie“ im Verband der Landesarchäologen in der Bundesrepublik Deutschland	175
Jana Esther Fries Nicht nur für Profis. Möglichkeiten der freiwilligen Mitarbeit in der archäologischen Denkmalpflege	179
Danksagung an die Leihgeber und Autorenverzeichnis	186
Das Landesmuseum Natur und Mensch Die Vielfalt Nordwestdeutschlands unter einem Dach	189

Bei Ausgrabungen liefert der Fundzusammenhang eines Objektes für die Wissenschaft häufig mehr Erkenntnisse als der Fundgegenstand selbst. Doch die meisten Menschen haben nach wie vor ein Bild von archäologischer Arbeit, in dem neue technische Möglichkeiten und die umfangreiche Nutzung naturwissenschaftlicher Methoden nicht vorkommen. Hollywood verdanken wir, dass die Arbeitswerkzeuge Peitsche und Schusswaffe heute noch realistischer erscheinen als Schutzanzug oder Laserscan.

Seit Jahren wird deutlich, dass diese Schiefelage keineswegs nur harmlose Folgen hat. Das Image des Abenteurers lockt viele Menschen an, die sich in ihrer Freizeit ebenfalls auf die Suche nach verborgenen „Schätzen“ machen wollen. Dabei reicht das Spektrum vom sporadischen Gelegenheitsucher bis zum professionellen Raubgräber mit umfangreichem technischen Equipment. Es ist also keineswegs jeder mit krimineller Energie bei der Sache. Dennoch ist das Ergebnis folgenschwer: In unser aller kulturelles Erbe werden – absichtlich oder unabsichtlich – Lücken gerissen, die niemals wieder gefüllt werden können. Ist ein Zusammenhang zerstört, ist er nicht wieder herzustellen.

Dieses Phänomen ist nicht nur regional, sondern weltweit festzustellen. Und es ist auch nicht auf die Archäologie beschränkt: Die ethnologische und paläontologische Forschung sieht sich mit vergleichbaren Problemen konfrontiert. Doch die Zukunft muss nicht düster aussehen – in diesem Begleitband zur gleichnamigen Sonderausstellung stellen Experten anhand lebendiger Beispiele aus ihrem Arbeitsumfeld die aktuelle Situation in Deutschland und darüber hinaus vor. Dabei weisen sie konkrete Ansätze für Lösungswege auf, die allen gerecht werden.



ISBN 978-3-943904-19-2



www.na-verlag.de